



GUAD-SPS

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

CREPS ANTILLES-GUYANE

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE AIRE
DE BEACH SPORT, CREATION NOUVELLE PISTE
ACCELERATION, REHABILITATION NOUVELLE
SALLE DE REPOS**

PGC SPS

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé



MAITRE D'OUVRAGE	<u>CREPS ANTILLES-GUYANE</u>
MAITRE D'OEUVRE	<u>BET T-ING EURL</u>

<u>Indice</u>	<u>Dates</u>	<u>Observation / Modification</u>	<u>Rédacteur</u>
00	10.09.2024	Edition Originale	M. Mael MARNE
01	17.09.2024	Mise à jour	



Préambule

Il est expressément convenu que pour le bon déroulement de la mission, la totalité des échanges (verbaux et/ou écrits) entre les intervenants sur le site et le coordonnateur se fera en langue française.

L'ensemble des entreprises intervenantes est concerné par le Plan Général de Coordination (PGC), à savoir entreprise ou groupement d'entreprises titulaire du marché, entreprise sous-traitante ou cotraitante, travailleurs indépendants, prestataires de service, désignés par la suite dans le PGC par le terme "Entreprise".

Les dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993, transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92-57 du 24 Juin 1992, s'appliquent à la présente opération.

Le Maître de l'Ouvrage a désigné un CSPS dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le présent Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS) est un document évolutif mis à jour par le Coordonnateur SPS en fonction du déroulement du chantier.

Le présent PGC et ses annexes ont pour objet de définir, de préciser, et de rappeler les obligations des entreprises intervenant sur le site, de régir les rapports relationnels dans le cadre de la réalisation de l'opération, et de fixer les règles relatives à l'installation et à l'organisation du chantier, en complément des autres documents contractuels, et plus spécifiquement des conditions générales en ce qui concerne :

- les règles d'organisation des chantiers ;
- les conditions de travail d'hygiène et de sécurité.

Pour une meilleure exploitation des propositions en matière de sécurité et de santé, il est demandé aux entreprises d'argumenter le choix des techniques, méthodes et matériels qu'elles envisagent d'utiliser dans le souci de répondre aux principes généraux de prévention.

L'Entreprise, ainsi que les entreprises appelées à intervenir pour elle, doit appliquer les prescriptions du PGC.

Le Plan Général de Coordination est une pièce contractuelle du Marché, applicable exclusivement pour la période de travaux de l'opération concernée.

En cas de divergence entre le PGC et les autres pièces du Marché (CCAP, CCTP, etc.) sur le plan de la sécurité des travailleurs, les mesures de prévention figurant dans le présent PGC sont prépondérantes.

L'Entreprise sera responsable de la diffusion des règles et consignes de l'opération intéressant directement son personnel et celui de ses sous-traitants.

Article L4532-6 du Code du Travail :

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil. »

Responsabilités de l'entreprise

Mesures administratives :

- produire un plan d'installation de chantier sur lequel sera reporté l'ensemble des installations de chantier dues au titre de son marché, notamment les balisages des postes

et/ou zones d'intervention, les protections collectives (références et description) et tout autre renseignement quant aux moyens et dispositifs mis en œuvre en vue d'assurer et de garantir la

sécurité des personnes ;

- être agréée par le Maître de l'Ouvrage dans les conditions prévues au CCCG ;
- réaliser la visite préalable à la remise de l'offre ;
- être en possession du Plan Général de Coordination SPS ;
- réaliser les DICT (Décret no 91-1147 du 14 octobre 1991) auprès des concessionnaires et exploitants concernés ;
- réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS préalablement à toute intervention sur site ;
- fournir, dès lors qu'ils sont requis, et dans les délais prévus contractuellement par le Maître de l'Ouvrage, l'ensemble des procédures, analyses, descriptifs, notes, notices, schémas organisationnel, plans d'assurance qualité et environnement, et tout élément concernant les circulations du chantier, la signalétique à mettre en œuvre, etc.

Mesures organisationnelles

- prendre les mesures qui s'avèrent nécessaires au gardiennage des installations de chantier
- contrôle des installations de chantier, du cantonnement et du matériel conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur, préalablement à la mise à disposition du personnel, avec tenue des différents registres de sécurité ;
- dispositifs (surveillance d'accès et d'utilisation) interdisant l'accès et l'utilisation de toutes parties d'installations ou d'ouvrages non-conformes ou présentant un risque quelconque ;
- supprimer (purger, évacuer, modifier, consolider, conforter, etc.), tout ce qui peut être source de risques pour les personnes et l'environnement ;
- gestion permanente et satisfaisante des installations de chantier ;
- Informer l'ensemble de ses salariés, y compris les intérimaires et prestataires de services, sur :
 - les risques et les mesures de prévention,
 - le contenu du PGC et de ses annexes,
 - l'organisation des secours,
 - le contenu du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
 - les conditions de consultation de ces documents (où ?, quand ?, comment ?...).
- présence aux diverses réunions organisées dans le cadre de l'opération et pour toute autre réunion pour laquelle sa présence est sollicitée ;
- Prendre contact avec le Coordonnateur SPS pour planifier et organiser la visite d'inspection commune.

PPSPS

Selon les modalités fixées aux articles R4532-56 à R4532-76 du Code du Travail, l'entreprise doit :

- établir son PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) en prenant en compte :
 - de la nature et de l'étendue des prestations à réaliser,
 - des moyens matériels et humains affectés au chantier,
 - des risques importés et exportés :
 - générés par sa propre activité sur le site et celle des entreprises appelées à intervenir pour elle,
 - générés par les chantiers contigus et simultanés,
 - par tout autre élément pouvant influencer sur la sécurité et la santé des personnes, et en y intégrant notamment les prescriptions de sécurité édictées par les établissements exploitant le site :
 - de la présence d'opérations simultanées dès lors que leur présence est avérée,
 - des installations et activités des établissements voisins ;

- disposer de 30 jours pour élaborer son PPSPS à compter de la notification du contrat signé par le Maître d'Ouvrage ; 8 jours pour un sous-traitant dont l'activité n'est pas inscrite dans la liste des travaux à risques particuliers fixée par l'arrêté du 25 février 2003 ;
- transmettre le PPSPS au CSPS dans les 10 jours ouvrés précédant le démarrage des travaux ;
- répondre aux éventuelles observations faites par le Coordonnateur SPS à la lecture du PPSPS et produire préalablement à l'intervention du personnel un PPSPS modifié et daté, portant un nouvel indice ;
- déposer le dernier indice du PPSPS dans le bureau de chantier sur site ;
- diffuser son PPSPS à ses sous-traitants.

L'aide à l'analyse des risques jointe au présent PGC ne peut être considérée comme un élément constitutif et/ou pouvant être joint aux PPSPS même partiellement. Cette aide n'est pas une liste exhaustive des risques. L'analyse des risques générés, exportés et importés, propre à chaque activité et corps de métier, demeure à la charge et sous la seule responsabilité de l'Entreprise exécutrice.

Le PPSPS est l'engagement de l'Entreprise au titre de la sécurité vis-à-vis de tous les intervenants et de l'environnement de l'opération.

En cas d'insuffisance ou d'inadéquation des analyses de risques dans le PPSPS, le Coordonnateur SPS pourra demander à la Maîtrise d'œuvre de différer l'exécution des travaux de l'entreprise concernée jusqu'à la mise à jour de ce document.

Conditions d'intervention

Documents à fournir

L'entreprise doit tenir sur le chantier, et à la disposition des organismes institutionnels représentés par l'Inspection du Travail, la CGSS et l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP), les différents registres prévus par la réglementation en vigueur notamment :

- les registres du personnel, des examens et vérifications périodiques,
- le registre d'observations à la disposition des travailleurs,
- l'extrait du registre entrée/sortie du personnel et ses pièces complémentaires éventuelles
- le registre des appareils de levage,
- le registre de vérification des installations électriques,
- le registre de sécurité pour le matériel utilisé sur les chantiers de BTP,
- les justificatifs des travaux et modifications effectués pour porter remède aux défauts constatés dans les registres précités,
- etc.

Mesures générales

L'accès au chantier et l'intervention des entreprises sont conditionnés par :

- l'acceptation des conditions d'intervention sur le site,
- la prise en compte du PGC et de ses annexes,
- la communication de l'identification de l'Entreprise (coordonnées complètes),
- la diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS avec copie au MOE,
- la formation du personnel de l'entreprise, y compris le personnel intérimaire,
- la communication du PPSPS au personnel de l'entreprise, y compris le personnel intérimaire,
- la prise en compte des observations et notifications du Coordonnateur SPS,
- les qualifications et habilitations requises du personnel au regard des tâches qui lui sont confiées,
- la déclaration auprès du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre Travaux et du Coordonnateur SPS des sous-traitants et des entreprises appelées à intervenir pour le compte de l'Entreprise titulaire,

- la réalisation des installations de chantier conformément aux textes réglementaires en vigueur,
- la prise de mesures pour assurer et garantir la sécurité de l'ensemble du personnel du chantier, ainsi que celle du public et du personnel d'exploitation à proximité des lieux d'intervention,
- la mise à disposition sur le chantier de matériel entretenu et contrôlé (voir article ci-dessus).

Sanctions

Si une infraction aux dispositions des règlements applicables au chantier en ce qui concerne la discipline et la sécurité est constatée, elle sera inscrite au Registre Journal de Coordination (RJC). Si le contrevenant ne tient pas compte de cette remarque, cela peut entraîner le retrait provisoire ou définitif de l'autorisation d'accès au site, et éventuellement celle du responsable de l'Entreprise en accord avec le Maître d'Ouvrage.

Toutes les infractions constatées, qu'elles portent sur les règlements applicables au chantier ou au PGC, seront consignées sur le RJC. La récidive sur ces infractions sera signalée au Maître d'Ouvrage et à l'Inspection du Travail.

Le Coordonnateur SPS a l'autorité et le pouvoir de faire cesser sur le chantier tout ou partie d'activité d'une entreprise dès lors qu'une situation de danger grave ou imminente est constatée.

Sommaire.....	5
I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER, COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE	9
A. PRESENTATION DU PROJET	10
1. Adresse.....	10
2. Description sommaire du projet	10
3. Description synthétique de l'environnement.....	10
4. Destination	10
5. Mode de consultation, de passation et type de marchés	10
B. Présentation des intervenants sur le site.....	11
C. Renseignements généraux.....	11
1. Documents administratifs.....	11
2. Délais	12
3. Désignation des lots.....	12
14. Prévision d'effectifs	12
15. Catégorie de mission SPS.....	12
D. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (COORDONNEES COMPLETES ET NOMS DES CORRESPONDANTS).....	12
II. MESURE D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	14
A. Contraintes d'environnement.....	14
1. Contraintes liées aux conditions climatiques.....	14
2. Contraintes du site	15
3. Activité d'exploitation à l'intérieur du site	15
4. Réseaux existants aériens et /ou enterrés	16
5. Ouvrages existants	17
6. Environnement et Servitude	19
7. Permis de feu.....	20
B. Organisation générale du chantier	20
1) Accès au chantier.....	20
2) Accès des personnes	20
3) Accès des véhicules	21
4) Alimentation – Assainissement	21
5) Réseaux de distribution énergétique	22
6) Horaires de Travail.....	23
7) Définition des installations.....	23
8) Accès aux Cantonnements.....	24
9) Clôtures – Contrôle des accès – Gardiennage	25
10) Mesures d'identification	26
11) Mesures relatives à la planification.....	26
12) Autorisations administratives	27
13) Abords du chantier	27

III. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT 27

A. Les voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales	27
1. Cheminements piétons horizontaux et verticaux.....	27
2. Cheminements des véhicules et/ou engins.....	28
3. Utilisation et conduite des véhicules et des engins.....	28
B. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels – Engins de levage	29
1. Moyens Propres	29
2. Moyens Communs	29
C. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses	32
1. Approvisionnements / Déchargement	33
2. Stockage et Entreposage.....	33
D. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	33
1. Nettoyage poste de travail – Cantonnement.....	33
2. Nettoyage voies publique.....	33
3. Evacuation des déchets	34
E. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés	34
1. Utilisation de produits dangereux.....	34
2. Sécurité Incendie.	35
F. L'utilisation des protections collectives, des protections individuelles.....	36
1. Protection collective	36
2. Protections individuelles.....	37

IV. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER..... 38

A. Obligations de l'entreprise utilisatrice ainsi que celles des entreprises extérieures	38
1. Chutes de plain-pied	39
2. Chutes de Hauteur	39
3. Manutentions manuelles	39
4. Effondrements, éboulements, chutes d'objets.....	40
5. Opérations de levage	40
6. Utilisation d'engins	40
7. Utilisation de machines et outillages	41
8. Electrisation, électrocution	41
9. Risque Chimiques	42
10. Risques divers	42
B. Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer que suite aux inspections communes et à la réception, par le coordonnateur, des PPSPS.....	43

V. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN BON ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	44
A. Pour les opérations de bâtiment dont le volume des travaux est supérieur à 760 000€.....	44
1. Obligations du Maître d'Ouvrage	44
2. Autres.....	44
B. Opérations autres.....	44
VI. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE	45
A. Obligation de la présence continue de secouristes sur le chantier.....	45
B. Déclaration d'accident	45
C. Appel des Secours extérieurs	46
D. Matériel de secours.....	47
E. Possibilités d'évacuation des blessés	47
F. Mise en œuvre des systèmes de communication et d'alerte avec affichage	47
G. Formalités à accomplir en cas d'accident sur le chantier.....	47
H. Consignes de premiers secours	48
VII. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	48
E. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	48
1) Coordonnateur SPS.....	48
2) Concertation et information entre les entreprises.....	48
VIII. ANNEXES	53
A. Repérage d'amiante avant travaux (à transmettre au CSPS)	53
B. Plan d'installation de chantier (à transmettre au CSPS)	53
C. Tableau des risques par corps d'état	53



Article R. 4511-5 du Code du Travail (Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008)

Le chef de l'entreprise utilisatrice assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des chefs des entreprises extérieures intervenant dans son établissement.

I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER, COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

Conformément à l'arrêté du 7 mars 1995, et à l'article R 4532-44 du Code du Travail, la liste des entreprises titulaires de lots retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lots, (ainsi que leur effectif prévisionnel appelé à intervenir sur le chantier), sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le coordonnateur établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, le présent chapitre renvoie au registre journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

Afin d'en rendre l'accès plus aisé, cette liste sera actualisée sur les comptes rendus de CSPA.

A. PRESENTATION DU PROJET

1. Adresse

Le projet est implanté au sein du Creps Antilles Guyane, sur la commune des Abymes.

2. Description sommaire du projet

Travaux d'aménagement et de construction de bâtiments destinés à des activités sportives.

3. Description synthétique de l'environnement

Le site, fortement urbanisé, le chantier se situe au sein d'un établissement d'enseignement sportif, avec à proximité, écoles, commerces, habitations et zone aéroportuaire.

Réseaux souterrain et aérien à proximité.

4. Destination

Immeuble tertiaire (bureaux, hôtel...)	
Bâtiment de santé (hôpitaux, dispensaires, maisons de retraite...)	
Ouvrage pour collectivité (mairies, écoles, stations d'épuration...)	x
Logements collectifs, maison individuelle	
Bâtiment de réseau de distribution et/ou de services (magasin, entrepôt, supermarché, station-service...)	
Bâtiment à usage industriel (atelier, usine, magasin, silos...)	
Bâtiment agricole (remise, hangar, étable, porcherie, silos...)	
Parkings	
Ouvrages de génie civil (mur de soutènement, quai...)	
Autre type d'ouvrage	

5. Mode de consultation, de passation et type de marchés

Mode de consultation :	Appel d'offre restreint
------------------------	-------------------------

B. Présentation des intervenants sur le site

<u>Intervenants</u>	<u>Représentant</u>	<u>Téléphone / E-mail</u>
<u>MAITRE D'OUVRAGE</u>		
CREPS ANTILLES-GUYANE	Mr CLAVIER Jean-Marc	jean-marc.clavier@creps-pap.sports.gouv.fr
	Mr HULOT Vincent	vincent.hulot@creps-pap.sports.gouv.fr
<u>MAITRE D'ŒUVRE</u>		
BET T-ING EURL	Mme MOULIN Audrey	t-ing.prestataire@hotmail.com
	Mr FRAIR Daniel	danielfrair.architecte@gmail.com
<u>BET</u>		
BIG (Bureau d'Ingénierie Générale)	Mr HERMANTIN Erwan	ehermantin.big@orange.fr
<u>COORDONNATEUR SPS</u>		
GUAD-SPS 14 Rue Cours Nolivos 97100 Basse-Terre	M. Didier MOUËZA	0690 53 02 44
	M. Mael MARNE	0749446494 Guadsps.csps@gmail.com guad.sps@wanadoo.fr
<u>ENTREPRISES</u>		

C. Renseignements généraux

1. Documents administratifs

Déclaration préalable	Elle doit être transmise par le MO à l'Inspection du travail, au service de prévention de la CGSS, la Médecine du Travail. Elle doit être affichée et mise à jour périodiquement par le MO Pour la tenue à jour du Registre Journal, le MO adresse au Coordonnateur une copie de cette déclaration préalable NB : Cette déclaration ne dispense pas de l'avis d'ouverture de chantier incombant à chacune des entreprises
Permis de démolir	NC
Permis de construire	NC
Permis de voirie, circulation, occupations du sol	NC
DICT	NC
Autorisation de survol	NC

2. Délais

Durée globale des travaux :

- Période de préparation :
- Démarrage prévisible des travaux : 3^{ème} trimestre 2024
- Délai d'exécution : 7 mois
- Fin prévisible des travaux :

3. Désignation des lots

:

4. Prévision d'effectifs

A préciser dans les PPSPS

5. Catégorie de mission SPS

- Supérieur à 500H/J mais inférieur à 10 000 H/J d'où, en termes de mission « SPS », une mission de 2^{ème} CATEGORIE

D. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (COORDONNEES COMPLETES ET NOMS DES CORRESPONDANTS)

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux : D.I.C.T / Demande d'arrêtés / Autorisations concessionnaires

DESIGNATION	ADRESSE	TEL/FAX
<i>Services d'urgence</i>		
Police		17
SAMU		15
Pompiers		18
<i>Autres services</i>		
INSPECTION DU TRAVAIL	Immeuble Raphaël Lotissement 13 ZI Jarry 97122 Baie-Mahault	Tél. : 0590 80 50 50 Fax : 0590 83 70 75
MEDECINE DU TRAVAIL	ZAC Moudong Sud 97122 Baie-Mahault	Tél. : 0590 41 82 60 Fax : .0590 41 82 61
SERVICE DE PREVENTION CGSS	Espace Amédée FENGAROL Parc d'activité la Providence ZAC de Dothémare Les Abymes Cedex 97181	Tél. : 0590 21 46 03 Fax : 0590 21 46 13
<i>Concessionnaires, autres services</i>		
EDF	Morne Bernard 97122 Baie-Mahault	0590 38 20 60
GENERALE DES EAUX	CCSBT Régie des Eaux 34 rue Victor Schoelcher 97 100 Basse-Terre	0590-80 00 89
ORANGE		3901

II. MESURE D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

Toutes les implantations intérieures au chantier sont définies par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Les zones de cantonnement seront établies en fonction des possibilités d'implantation, de l'organisation générale du chantier et des évolutions.

Les plans des installations de chantier seront soumis au Maître d'œuvre et au coordonnateur SPS dans un délai de trente jours, à compter de la notification du marché. Aucune installation ne sera faite avant visa.

Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise du soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal). Ce plan comprendra la localisation :

- De la clôture de chantier, du portail d'accès et protections temporaires
- Des parkings pour véhicules de chantier
- Des chemins d'accès réservés aux piétons (pour se rendre aux locaux du personnel et sur le chantier
- Des voies, avec le sens de circulation à emprunter, par les véhicules approvisionnant le chantier
- Des localisations des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- Des localisations de l'installation de la salle de réunion et des différents bureaux ; à savoir une pièce de 5.00 x 3.00m minimum, éclairée, meublée, munie d'un téléphone et climatisée
- De l'emplacement des moyens de secours et d'appel
- De l'emplacement de ou des grues avec matérialisation des zones de survol
- Des zones de stockage et de préparation
- De l'emplacement des bennes à déchets
- De l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier.
- De l'emplacement des points d'eau
- De tout autre élément concernant la sécurité et la protection de la santé des salariés du chantier et du public

Selon les phases de travaux, le Plan d'installation de chantier pourra être modifiée. Dans cette hypothèse, une mise à jour du PIC devra être faite.

A. Contraintes d'environnement

1. Contraintes liées aux conditions climatiques

Chaque année, du mois de juin à la fin du mois de novembre, nos latitudes sont soumises à des phénomènes cycloniques qui peuvent être aussi soudains que ravageurs. La gestion du risque cyclonique repose en grande partie sur la surveillance météorologique, l'anticipation, la mise en alerte progressive et le respect des consignes. Ce risque doit être intégré dès la préparation du chantier et les constructions en cours de réalisation ou de réhabilitation n'échappent pas à la règle.

Vigilance Jaune : Soyez attentifs !

- ✓ Rangez le chantier
- ✓ Vérifiez l'attache des installations de la base vie
- ✓ Minimisez les excavations ouvertes et les coffrages en vrac
- ✓ Evitez les travaux particuliers et/ou nécessitant un matériel spécial
- ✓ Prévoyez du matériel et de la main-d'œuvre pour achever les préparatifs
- ✓ Évitez toute accumulation de débris et de rebuts
- ✓ Ancrez, arrimez ou démontez tout objet risquant d'être soufflé par le cyclone
- ✓ Planifiez le ramassage des bennes à ordures
- ✓ Procurez-vous des filets adéquats pour les poubelles

Vigilance Orange : Préparez-vous !

- ✓ Fixez solidement ou démontez les échafaudages
- ✓ Sécurisez les fenêtres
- ✓ Retirez ou ancrez les installations temporaires et les conteneurs de stockage
- ✓ Videz les bennes à ordures, les recouvrir de filets si nécessaires
- ✓ Vidangez, arrimez ou rentrez les cabines de WC chimiques
- ✓ Repliez ou amarrez solidement les plateformes de travail en encorbellement (PTE)
- ✓ Descendez et repliez les flèches des grues mobiles conformément à la notice du fabricant.
- ✓ Débranchez le matériel électrique et vérifiez les armoires électriques

Vigilance Rouge : Protégez-vous !

- ✓ **SUSPENDRE** le chantier
- ✓ **COUPEZ** l'eau et l'électricité
- ✓ **ÉVACUEZ** le site et les bureaux

Vigilance violette : Confinez-vous !

- ✓ Sorties et circulation **INTERDITES !**
- ✓ Chantier **SUSPENDU !**

Vigilance Grise : Attendre l'autorisation de circuler

- ✓ Constituez une équipe de contrôle des dommages
- ✓ Inspectez le chantier.
- ✓ Identifiez et communiquez sur les dommages et réparations
- ✓ Restez à l'écart des zones sinistrées
- ✓ Facilitez l'accès des premiers secours
- ✓ Préparez le retour de l'ensemble des travailleurs

2. Contraintes du site

Pendant toute la durée des travaux, les entreprises des lots VRD (terrassements généraux) puis du Lot Gros œuvre, doivent prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas perturber l'environnement extérieur à la zone des travaux. En particulier, ils assureront la protection des piétons. Ils doivent prendre également toutes dispositions DT nécessaires pour ne pas perturber la circulation ou détériorer les voies, les voiries et les réseaux d'alimentation existants.

Les entreprises concernées devront mettre en œuvre les signalisations et protections temporaires ayant reçu l'accord des services techniques et permettant de canaliser les flux de voitures

Toutes dispositions seront prises afin d'assurer, autour de l'emprise du chantier, la sécurité de la circulation automobile et piétonne pendant et en dehors des heures normales de déroulement du chantier.

En fonction de la luminosité ambiante la nuit, si cela s'avère nécessaire, un balisage lumineux pourra être exigé aux seuls frais de l'entrepreneur concerné.

3. Activité d'exploitation à l'intérieur du site

- SITE EN EXPLOITATION

Sans objet

- DISPOSITION D'EVACUATION DU BATIMENT EXISTANT

Sans objet

- ACTIVITES D'EXPLOITATION A PROXIMITE DU SITE

Avant le début des travaux, une visite des lieux (inspection commune) sera faite. Le Maître d'Ouvrage, les architectes, la Maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS participeront à cette visite

L'opération se déroulant à proximité de bâtiments d'habitations, le chantier devra toujours être organisé de manière à ne pas interférer avec les tiers (balisage extérieur, clôtures de chantier, protection mécanique efficace contre la poussière, limiter les nuisances sonores).

4. Réseaux existants aériens et /ou enterrés

Le Maître d'ouvrage consulte le guichet unique directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire d'aide à la déclaration comme dict.fr.

Il obtient la liste des exploitants de réseaux présent dans le périmètre du projet à qui il transmet les DT.

Les exploitant de réseaux répondent à l'aide du récépissé au maximum dans les 9 jours (ou 15 jours pour un DT non dématérialisée), jours fériés non compris, suivant la date de réception de la déclaration.

Ils joints ces plans de réseau et indique leur classe de précision

La DT est valable 3 mois

Le Maître d'ouvrage joint au DCE :

- Les DT
- Les Récépissés
- Les résultats des investigations complémentaires ou des mesures de localisation (s'il y a lieu)

Lorsque l'exécutant des travaux est retenu et que le marché est signé celui-ci doit consulter le guichet unique directement ou via dict.fr.

Ils adressent les DICT aux exploitants de réseaux situés dans la zone d'emprise du chantier par ces propres moyens ou pas l'intermédiaire de dict.fr

L'exploitant à 7 jours pour retourner le récépissé (ou 9 jours pour une DICT non dématérialisée), jours fériés non compris, suivant la date de réception de la déclaration.

Dépassé ce délai l'entreprise lui adresse une lettre de rappel qui lui laisse 2 jours supplémentaire pour répondre.

Attention les travaux ne peuvent pas débuter sans réception des récépissés des exploitant de réseaux sensibles (électricité, gaz, hydrocarbures)

Le maître d'ouvrage effectue le marquage et piquetage en fonction des plans fournis, il devra générer un compte-rendu soit par ses propres moyens, soit par l'intermédiaire de l'application dict.fr

Réseaux enterrés : La DICT (à réaliser par les entreprises pendant la période préparation de travaux) informera de la présence éventuelle de réseaux.

Réseaux aériens : La DICT (à réaliser par les entreprises pendant la période préparation de travaux) informera de la présence éventuelle de réseaux.

L'AIPR ou l'obligation de compétences pour les personnels intervenant à proximité des réseaux est applicable depuis le 1er janvier 2018. Dans le cadre de la réforme « anti-endommagement », cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité.

Concrètement, cela signifie que l'employeur, qu'il soit privé ou public, devra délivrer une AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) aux agents ou salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux. La loi définit plusieurs profils d'intervenant devant disposer d'une AIPR en fonction de leur rôle.

Profil Concepteurs

Salariés ou agents du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre intervenant en préparation ou suivi des projets de travaux. En tant que maître d'ouvrage ou maître d'œuvre, vous devez disposer d'au moins un salarié ou agent titulaire d'une AIPR « concepteur ».

Profil Encadrants

Salariés de l'entreprise intervenant en préparation/réalisation des travaux en tant que chef de chantier ou conducteur de travaux par exemple. En tant qu'exécutant des travaux vous devez disposer d'au moins un salarié ou agent titulaire d'une AIPR « encadrant ».

Profil Opérateurs

Salariés intervenants directement à proximité des réseaux aériens ou enterrés. Tous les salariés intervenant directement à proximité des réseaux doivent être titulaires d'une AIPR « opérateur ».

5. Ouvrages existants

Présence d'amiante

Le Maître d'Ouvrage a fait procéder au diagnostic de présence de matériaux contenant de l'amiante. Dans l'hypothèse où la présence d'amiante serait avérée, il appartiendra à l'entreprise chargée des démolitions d'opérer conformément à la réglementation pour ce qui concerne l'enlèvement des dits matériaux (Plan de retrait, Mode opératoire, Bordereau de suivi des déchets...)

L'entreprise doit être qualifiée pour intervenir sur l'amiante et les salariés exposés au risque amiante doivent avoir suivi une formation spécifique.

Le DIAGNOSTIC AMIANTE « avant travaux » est disponible auprès du maître d'ouvrage.

Travaux relevant de la sous-section 3 :

Il s'agit de retrait ou d'encapsulation d'amiante ou de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris en cas de démolition.

EXEMPLE : retrait de flocage amianté/ retrait complet de dalles vinyles-amiante / dépose totale de toiture amiantée (qu'il s'agisse de plaques ondulées, ardoises ...) retraits de faux-plafond/ encapsulage (ragréage sur colles amiantées) / dans le cadre de terrains amiantifères (retrait par excavation, terrassement, forage ou encapsulage par recouvrement) etc.

Travaux relevant de la sous-section 4

Il s'agit d'interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Les dispositions applicables aux travaux relevant de la sous-section 4 concernent notamment :

- des opérations de retrait à caractère limité dans le temps et dans l'espace (dépose de quelques ardoises ou plaques amiante-ciment, changement de quelques dalles de sol...)
- des réparations (terme qui recouvre les notions d'entretien courant, pour prévenir d'une dégradation ou une usure, de réparation pour faire disparaître des dégâts)
- des actions de maintenance corrective sans prévisibilité

EXEMPLES : travaux d'entretien des locaux floqués (passage de câbles, entretien des chaudières, entretien des réseaux de climatisation, plomberie.) / travaux d'entretien et de rénovation dans les locaux comportant des matériaux contenant de l'amiante (préparation des supports, ponçage, perçage...) / opération de découpage et d'usinage de plaque de plafonds suspendus ignifugés en amiante ou contenant de l'amiante, en vue de passer une gaine / intervention d'entretien sur des rubans, tresses, bourrelets, ou cordons contenant de l'amiante (nettoyage de fours) / démontage ou usinage de quelques joints (sans notion de répétition des travaux) / remplacement de filtres contenant de l'amiante / travaux d'entretien sur des canalisations, gaines (conduits de fumée, vide-ordures, conduits de ventilation) et clapets coupe-feu en amiante-ciment / dans le cadre de terrains amiantifères : plantation de poteaux ou autres, ouverture d'une tranchée pour raccordement, etc. / découpage, sciage d'un enrobé amianté pour accéder à un réseau enterré / etc.

Retrait de l'Amiante en place :

L'entreprise adjudicataire du lot correspondant devra établir un plan de retrait (**sous-section 3**) ou mode opératoire (**sous-section 4**) de l'amiante, si présence, et le soumettre aux organismes officiels de prévention.

Dans le cas d'un Plan de Retrait, les organismes officiels ont 1 mois pour se prononcer et pendant ce délai aucune intervention susceptible d'exposer au risque Amiante ne peut débuter.

→ Articles R1334-14 à R1334-29 du code de la santé publique sur la lutte contre la présence d'amiante → Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail

Dépose d'amiante (respect du CCTP du Maître d'œuvre désamiantage). L'entrepreneur du présent lot présentera son phasage d'intervention lors de la dépose des éléments amiantifères (cinématique à mettre en évidence).

En complément :

Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux et démolitions - Arrêtés du 2 janvier 2002 définissant les conditions de repérage de l'amiante avant démolition

Retrait des matériaux contenant de l'amiante conforme :

- au décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relative à la recherche et de l'identification des matériaux contenant de l'amiante.

- à l'Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante

- à l'Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'Amiante

- à l'Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'Amiante - aux Décrets n° 2012 -639 du 4 Mai 2012 et n° 2013-594 du 5 juillet 2013, relatifs aux risques d'exposition à l'Amiante.

- aux instructions et/ou circulaires préfectorales de la CARSAT, DDASS, OPPBTP, Direction du Travail (DIRECCTE)

- aux guides tels que celui de l'INRS sur les travaux de retrait de l'amiante (ED 6091 de 2012)

Pour information :

Site INRS : www.inrs.fr

Site Gouvernement : www.travailler-mieux.gouv.fr

Il appartient à l'entreprise titulaire du présent lot d'établir son plan de retrait en relation avec les organismes de sécurité. Les logements devront avoir été vidés de tout le matériel entreposé gênant l'évolution du désamiantage (Intervention suivant phasage spécifique). L'entrepreneur du présent lot devra s'assurer que tous les réseaux sont neutralisés avant tout commencement de travaux (arrête du 14 mai 1996). L'entrepreneur doit mettre en place toutes les mesures réglementaires qui lui permettent d'assurer la sécurité et la protection de la santé de ses ouvriers, ainsi que les salariés d'autres entreprises pouvant se trouver dans des locaux mitoyens.

L'Arrêté du 23/02/2012 oblige l'entreprise à la Formation Travailleur Amiante.

Toute zone de travail devra être neutralisée et balisée avec une signalisation qui interdira efficacement l'accès à toute personne étrangère aux travaux.

Pour le cas de hauteur sous plafond importante, il sera utilisé un échafaudage de pied complet. Avant restitution des locaux et enlèvement du dispositif de confinement (total ou partiel), il sera procédé :

- à un examen visuel incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées ;
- au nettoyage approfondi de ladite zone par aspiration avec équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité ;
- à la fixation de filtres résiduels sur parties traitées.

A ce titre, l'entreprise mandataire définira dans son PPSPS son programme de mesures relatif au retrait de l'amiante (initial, pendant les travaux, libération et final) suivant une procédure à définir.

Enfin, l'entreprise précisera dans son PPSPS, la zone de stockage des matériaux amiantes, la palettisation prévue et le cheminement jusqu'à la benne d'évacuation (évacuation des déchets stockés dans big bag vers décharge classe 1 ou 2 avant démarrage d'autres phases).

OBLIGATION : l'entreprise agréée devra fournir les B.S.D.A. (bordereau de suivi des déchets d'amiante)

N.B. : - la mise à disposition des locaux pour les autres lots ne pourra intervenir dès que la zone sera réputée saine et décontaminée.

- Mesures libératoires et de restitution $C < 5$ fibres/L), suivant mesures d'empoussièrement META.

- Le recours à travailleur temporaire (CDD), jeunes de moins de 15 ans ou intérimaire est strictement interdit.

6. Environnement et Servitude

La continuité de circulation, la séparation entre zone publique et zone en chantier, ainsi que la limitation des nuisances vis-à-vis des usagers, salariés et entreprises, constituent les servitudes essentielles de cette opération.

Plus particulièrement :

- La sécurité des usagers, salariés et fournisseurs doit être assurée dans son intégralité pendant toute la durée des travaux.
- On s'attachera à minimiser les bruits de chantier : 85 DbA en valeur de pointe.
- Une attention très particulière sera portée à l'organisation de la circulation des véhicules et du personnel desservant le chantier (trafic).
- Le chantier et tout particulièrement les extérieurs, seront maintenus dans un état de propreté et de sécurité constant.
- Les raccordements aux réseaux nécessaires au chantier devront être indépendants de ceux alimentant les bâtiments en service.
- Les zones en chantier, augmentées des emprises de sécurité appropriées à chaque nature de travail, seront isolées, signalées et rendues inaccessibles aux tiers, notamment au public
- ❖ Les emprises du chantier sont closes par une palissade suffisamment haute et résistante et les accès fermés et contrôlés par l'entreprise responsable de l'installation de chantier pour éviter le passage de personnes non autorisées.

7. Permis de feu

Les entreprises ayant recours à des opérations de soudage, de découpage de métaux, et toutes opérations génératrices de chaleur, étincelles ou de flamme nue.

Le permis feu est un document de sécurité qui doit être établi préalablement à toute opération ponctuelle qualifiée de travail par point chaud ou de maintenance

Le permis feu doit être signifié à chaque intervention

B. Organisation générale du chantier

1) Accès au chantier

Un fléchage d'accès au chantier sera prévu dès le démarrage des travaux. Les entreprises devront demander à la collectivité concernée l'autorisation d'utiliser les voiries et trottoirs y compris la mise en place de la signalisation sur le domaine public pendant toute la durée des travaux.

L'accès au chantier se fera comme indiqué sur le PIC.

2) Accès des personnes

Dans le but de satisfaire aux exigences de l'article R4532-16

Un accès chantier unique devra être clairement identifié.

Ne pourront pénétrer sur le chantier que les personnes autorisées :

- ✓ Les représentants de la Maîtrise d'Ouvrage dotés des EPI
- ✓ Les représentants de l'équipe de Maîtrise d'œuvre dotés des EPI
- ✓ Le contrôleur technique dotés des EPI ;
- ✓ Le coordonnateur SPS dotés des EPI ;
- ✓ Le référent Covids dotés des EPI
- ✓ Les salariés des entrepreneurs titulaires et de leurs sous-traitants dûment agréés, à jour de la procédure d'inspection commune et ayant remis leur PPSPS dotés des EPI
- ✓ Les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des EPI
- ✓ Les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, CGSS, médecins du travail des entreprises dotés des EPI

Chacun de ces intervenants devra être identifié clairement par un badge ou une tenue avec le nom de l'entreprise

Le Chantier est interdit au public

3) Accès des véhicules

Les véhicules d'entreprise ne sont autorisés que temporairement à pénétrer dans l'enceinte du chantier pour le déchargement de matériaux ou de matériel. En dehors de ces opérations, ces véhicules doivent être stationnés en dehors de l'emprise du chantier.

Les véhicules personnels ne sont pas autorisés à pénétrer dans l'enceinte du chantier.

L'accès au chantier par les livreurs est autorisé le temps du déchargement de matériel ou de matériaux. L'entrepreneur commanditaire du matériel ou des matériaux se doit d'accueillir et de guider le fournisseur jusqu'au lieu de livraison.

La zone d'approvisionnement des matériaux sera décrite dans le plan d'installation de chantier fournis par l'entreprise.

Les véhicules de livraison accèderont à cette aire par un accès temporaire balisé et sous la surveillance d'un homme trafic, conformément au plan d'installation de chantier

Ils devront respecter les circulations, zones d'attente et zones de déchargement qui lui sont indiquées par le responsable.

Ils devront quitter le site dès le chargement ou le déchargement terminé.

Les horaires de livraison seront celles du chantier :

Le chauffeur d'un véhicule en cours de chargement ou de déchargement, se trouvant sur une circulation assujettie au passage de véhicules d'intervention pour la sécurité et les secours (voie pompier, notamment), se doit de rester dans son véhicule, afin de l'évacuer dès que cette manœuvre lui est demandée.

4) Alimentation – Assainissement

L'alimentation en eau potable du chantier devra être assurée avant le démarrage des travaux.

De même pour les raccordements EU et EP.

De même pour le raccordement téléphone.

De même pour le raccordement électrique et l'installation d'un coffret général de chantier.

Dans le cas où le raccordement des E.U. ne serait pas possible, les installations sanitaires seront raccordées sur fosse étanche.

Raccordement au réseau public avec mise en place d'un compteur général (y compris démarche d'abonnement).

Raccordement locaux communs

Raccordement, y compris branchement des locaux communs entreprises.

Alimentation eau chantier

La distribution de l'eau potable sur le chantier se fera à raison d'un point d'eau par niveau, le rez-de-chaussée comptant pour un niveau. Chaque point d'eau comportera un robinet, un bac de récupération et une évacuation.

L'emplacement précis des points d'eau sera déterminé en rendez-vous de chantier.

Installations Electriques

Raccordement au réseau E.D.F. avec mise en place d'un compteur général (y compris démarche d'abonnement)

Raccordement des locaux de chantier et installation des coffrets chantier.

Installations nécessaires aux cantonnements

L'ensemble des locaux communs sera raccordé électriquement (éclairage, climatisation).

Installations d'éclairage

Seront éclairés :

- Les cheminements et circulations (intérieurs et extérieurs)
- Les escaliers
- Les locaux borgnes.

Ces dispositions garantiront un niveau d'éclairage général moyen d'environ quinze lux, ceci dans le but de faciliter la circulation et de permettre la reconnaissance des obstacles.

L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.

Installation de distribution

Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des plates-formes élévatrices et tout autre matériel de chantier.

Le nombre d'armoires prévues sera suffisant pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier, **sans que cela puisse descendre au-dessous d'une armoire par niveau**. Leur implantation devra permettre, en tout point de chaque bâtiment et de leurs abords, de ne pas avoir des prolongateurs de plus de 25 m étant entendu **qu'il ne peut y avoir plus d'un prolongateur entre l'armoire et le matériel alimenté**.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution seront du type H07 RNF et n'auront pas une longueur supérieure à 25m. De plus, les jonctions entre les prolongateurs et l'outillage seront du type étanche.

Vérification des installations

Chacune des installations précédemment mentionnées devra être vérifiée avant toute mise en service.

Chaque « installateur » fournira une copie du rapport de vérification au coordonnateur en matière de sécurité et de santé

L'arrêté du 26 décembre 2011 (journal officiel du 29 décembre 2011), applicable au 30 décembre 2011, prévoit la vérification des installations électriques des installations temporaires et notamment les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Ceux-ci sont classés en deux types :

- Chantiers des opérations de première et une deuxième catégorie au sens de l'article R.4532-1 du code du travail ou dont la puissance d'alimentation dépasse 100 kVA
- Autres chantiers

Il doit être procédé à une première vérification après réalisation de l'alimentation électrique du chantier (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et lors de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, pompes, cantonnements...). Les rapports de vérification sont établis comme des rapports de vérification initiale.

Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des alimentations électriques et de l'éclairage de chantier nécessaires pour ces différents corps d'états, il est procédé à une vérification complémentaire. Les rapports de vérification sont établis comme des rapports de première vérification.

La forme du rapport est différente suivant le type de chantier :

- Pour les chantiers des opérations de première et de deuxième catégories au sens de l'article R.4532-1 du code du travail ou dont la puissance d'alimentation dépasse 100 kVA le rapport doit être établi conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 décembre 2011
- Pour les autres chantiers il peut être établi sur un imprimé rempli manuellement.

Ces installations devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants :

- Protection contre les surintensités et court-circuit
- Protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA)

6) Horaires de Travail

Les horaires de chantier seront définis au début du chantier avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et Coordonnateur SPS.

Les travaux le samedi pourront être réalisés après accord préalable de la Maitrise d'ouvrage.

Les travaux le dimanche devront faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'Inspection du Travail et de la CGSS.

Les dispositions particulières pour travaux de nuit à mettre en place seront traitées avec l'entreprise, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

7) Définition des installations

Pour les travaux des Lots VRD (et pour leur durée), en l'absence d'installations communes, l'entreprise assurera pour ses salariés, la mise en place d'un WC chimique et d'un vestiaire ainsi que l'installation d'un point d'eau.

Les installations communes seront maintenues pour la durée TCE des travaux.

Elles pourront, dès lors qu'elles sont en adéquation avec l'effectif présent sur le chantier, être évolutives.

Base vie et bungalow de chantier sous épidémie COVID-19

Lieu de vie, de contact et d'échange, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où la continuité de l'activité dans un contexte de circulation, même faible ou résiduelle,

du virus repose sur le respect des principes suivants :

- Les mesures d'hygiène (lavage régulier des mains, éternuer dans son coude...);
- Les règles d'aération régulière des locaux ;
- La prévention des risques de contamination manuportée (nettoyage régulier des objets et points de contact que les salariés sont amenés à toucher).

Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires « Affiche en annexe et en téléchargement sur www.preventionbtp.fr »

Annexes et liens utiles :

Tenir compte de l'état d'évolution des mesures gouvernementales sur le site

<https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

Vestiaires

Vestiaires communs à toutes les entreprises

Ces locaux seront dimensionnés de manière à prévoir une surface d'environ 1,85 m² par salarié. En outre, ils seront équipés :

- D'armoires individuelles ininflammables
- D'un nombre de sièges égal au nombre de salariés présents sur le site
- De moyen de climatisation.
- D'extincteur (s) portatif (s) de classe adaptée

Réfectoires

Réfectoires communs à toutes les entreprises

Ce réfectoire devra être dimensionné de manière à prévoir une surface de 1,5 m² par salarié.

Il sera équipé :

- De tables et de chaises en quantité suffisante
- D'un robinet d'eau potable eau chaude/eau froide
- D'un moyen de conservation et de réfrigération des aliments et des boissons
- D'un moyen de réchauffage des plats.

La prise de repas sur le site, dans des lieux inadaptés ou non prévus pour cet usage, sera strictement interdite

Sanitaires communs TCE

Ces installations seront dimensionnées de manière à respecter les quotas mini imposés par la législation sans descendre en dessous de :

- 1 lavabo à eau chaude/ eau froide pour 10 personnes
- Des douches en nombre suffisant
- 1 cabinet avec chasse d'eau et 1 urinoir pour 20 hommes
- 2 cabinets avec chasse d'eau pour 20 femmes

De plus, un point d'eau potable sera placé à l'extérieur du local ainsi qu'un lave bottes implanté entre les postes de travail et les locaux du personnel.

Ces cabinets doivent être nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour.

Nota : La solution des WC chimiques ne doit être retenue que si aucune autre solution ne peut être mise en œuvre du fait de difficultés organisationnelles ou techniques

8) Accès aux Cantonnements

L'installation et la gestion de ces cantonnements est à la charge de l'entreprise titulaire.

Cette dernière assure notamment la répartition et l'affectation des surfaces, armoires et autres mobiliers à chacun des corps d'état intervenant sur le site.

Les bungalows seront disposés de telle façon que les liaisons, entre les vestiaires les sanitaires et les réfectoires, soient intérieures.

En cas d'impossibilité, elles devront être couvertes et protégées des intempéries.

L'entreprise titulaire a à sa charge :

- Les accès depuis les rues (différentiation entrée et sortie, voie de retournement, passages piétons séparés...)
- L'exécution des voies d'accès provisoires pour les installations de chantier

- Leur entretien
- Le nivellement pour l'implantation des bungalows de la base-vie
- Les zones de circulation des piétons devront être différenciées des circulations des véhicules.
- Elles seront clairement délimitées, balisées et non encombrées.
- Un plan de circulation des véhicules de livraisons des entreprises figurera sur le plan d'implantation de chantier établi en phase de préparation de chantier.
- L'entreprise doit le nettoyage quotidien des abords, zones d'approvisionnement et d'évacuation des gravats.
- Tous les véhicules liés au chantier devront respecter les règles du Code de la Route et des spécificités locales (Arrêtés...)

Ils ne devront à aucun moment mettre en danger les piétons.

Ces équipements sont définis en fonction des effectifs et implantés sur la zone qui sera déterminée en accord avec la Maitrise d'Ouvrage et la Maitrise d'Œuvre avant le démarrage des travaux.

Ils devront répondre à la réglementation incendie et être validée par le bureau de contrôle.

9) Clôtures – Contrôle des accès – Gardiennage

Mise en place d'une clôture de chantier délimitant l'emprise des travaux, des zones de stockage et base vie, constituée de panneaux rigides grillagés ou de panneaux opaques type bardage acier ou similaire de 2m de haut, solidement liaisonnés entre eux et suffisamment lestés pour résister aux rafales de vent et éviter leur renversement
Déplacement en cas de nécessité et repli en fin de chantier

Les différentes entrées et sorties sur l'extérieur seront aménagées avec des portails fermant avec chaîne et cadenas, la gestion des clés de portail appartenant au lot titulaire de l'installation de chantier.

Panneaux « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire », « chaussures de sécurité obligatoires » au droit des clôtures

Les entreprises T.C.E. qui voudront pénétrer sur le site en dehors des heures de travail devront en informer le responsable du lot gros œuvre qui, contre décharge confiera la clé du cadenas d'entrée.

Dans le but de satisfaire aux exigences de l'article R4532-16, durant toute la phase de gros œuvre pendant laquelle le port du casque est obligatoire, le personnel sur le chantier devra porter un casque où seront indiqués lisiblement le nom de l'entreprise et le nom de la personne (de même pour les vêtements de travail).

Lors des travaux de second œuvre, le personnel sur le chantier devra avoir des vêtements de travail où seront indiqués le nom de l'entreprise et le nom de la personne (ou, à défaut, un badge).

Les entreprises qui emploient des travailleurs intérimaires devront leur fournir des badges sur lesquels seront notés leur nom et le nom de l'entreprise utilisatrice.

Ce dernier reste responsable du respect de cette consigne.

Il reste de la responsabilité de chaque entreprise, pour ce qui la concerne, de gérer, coordonner et contrôler les accès au chantier de son personnel, ses prestataires de service et ses livraisons

Par ailleurs, toutes les entreprises établiront la liste des salariés devant travailler sur le chantier avant leur intervention sur le site. Cette liste sera mise à jour, dès lors et à chaque fois que des modifications seront prévues dans l'effectif. Il y aura systématiquement un exemplaire de cette liste mise à jour à disposition du coordonnateur et/ou des organismes (Inspection du Travail, Service Prévention de la GCSS) dans la salle de réunion.

10) Mesures d'identification

Signalisation - Affichage

Seront mis en place (emplacement à définir dès le 1er rendez-vous de chantier) :

- Un panneau de chantier
- Un plan d'organisation de chantier
- Une signalisation comprenant fléchage pour information des entreprises sur le lieu de leur destination conformément au plan d'organisation
- La signalisation réglementaire (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, etc....)

En plus du panneau de chantier, devra être affichée la déclaration préalable fournie par le Maître d'Ouvrage.

Identification Entreprises

Chaque entreprise (y compris sous-traitante), intervenant sur le chantier devra s'assurer que l'information relative à sa présence sur le site, est bien visible du domaine public (Art. R8221-1 du Code du Travail).

11) Mesures relatives à la planification

PRINCIPE GENERAL DE PHASAGE DETERMINE PAR LA MAITRISE D'OEUVRE AVEC AVIS DU COORDONNATEUR

Un phasage définissant l'ordre de mise en construction sera réalisé par la Maîtrise d'œuvre. Ce phasage devra prévoir l'intervention des différents corps d'état, en s'interdisant les superpositions de tâches et les coactivités difficiles.

Cette contrainte sera surtout à rendre effective jusqu'à avancement : **couverture terminée.**

Un planning, définissant les tâches et les temps d'exécution de ces tâches complètera le phasage.

Ce plan de phasage devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définis à l'article L4121-2 du Code du Travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier.

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage demanderait une modification du phasage ou, si des contraintes ultérieures venaient à rendre indispensable la réalisation des travaux dans un ordre différent, la Maîtrise d'œuvre adaptera son phasage de manière à ce qu'il réponde à ces contraintes, tout en garantissant un niveau de sécurité équivalent au phasage initial.

Dans la planification :

- Les installations cantonnements et les clôtures seront réalisées en toute première intervention entreprise et, au mini, au démarrage du lot GO
- Les escaliers et/ou autres équipements de circulation verticale seront posés au fur et à mesure des élévations
- Les équipements définitifs de sécurité (escaliers, échelles d'accès, garde-corps, ...) doivent être prévus posés dès que les structures porteuses le permettent.

12) Autorisations administratives

Les entreprises des lots VRD (terrassements généraux) puis du Lot Gros œuvre seront tenue d'obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires avant démarrage de ses travaux et, notamment :

- De voirie et d'occupation du domaine public ;
- De raccordement aux réseaux publics (cantonnements).

L'Entreprise adressera les DICT aux concessionnaires. Sans réponse d'un ou plusieurs concessionnaires 10 jours avant le démarrage effectif de son intervention, l'Entreprise leur adressera une lettre de rappel.

Ces DICT seront immédiatement communiquées au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

13) Abords du chantier

L'entreprise donnera les instructions nécessaires à son personnel et à ses sous-traitants, Fournisseurs, prestataires, etc., pour que :

- La circulation des poids lourds, semi-remorques et engins de chantier se fasse dans le respect du code de la route.
- Les véhicules et engins ne stationnent pas en dehors de l'espace défini par les Clôtures de chantier, les limites de la parcelle, ou les aires de stationnement autorisées ;
- La circulation autour du chantier (pour les piétons comme pour les véhicules et Engins) soit maintenue en permanence dans des conditions de sécurité optimales (nettoyage immédiat de tous déchets, etc., hors de l'emprise du chantier) ;
- L'écoulement des eaux ne soit pas entravé.

III. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

A. Les voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales

1. Cheminements piétons horizontaux et verticaux

Circulations horizontales

De façon générale, les cheminements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer et maintenus propres. S'agissant de ceux assurant la liaison cantonnements - extérieur, ils

seront correctement balisés et devront permettre au personnel d'y accéder ou d'en repartir en tenue de ville.

Le stockage de matériels et matériaux sera interdit sur ces voies de circulation.

Les entrées dans les bâtiments devront être aménagées de manière à :

- Protéger les salariés contre tous risque de chute d'objet au droit de la façade ;
- Permettre l'évolution de chariots et transpalettes. Les éventuels dénivelés seront compensés par la mise en place de rampes permettant l'évolution de ce type de matériel.

L'ensemble des installations relatives aux circulations sera entretenu et maintenu en état pendant la durée T.C.E. des travaux.

Circulations verticales

Les escaliers définitifs seront posés au fur et à mesure de l'exécution des planchers afin de limiter le recours aux échelles (de même pour les garde-corps). En cas d'impossibilité due au type de matériau utilisé (bois, métallique ou autre), prévoir solution d'accès, à charge du lot GO, en prenant en compte que :

- La trémie d'escalier devra être obturée dans l'épaisseur du plancher sans créer de saillie par rapport au niveau brut du béton.
- Les garde-corps (protections collectives) devront être maintenus en place tant que les protections définitives ne sont pas posées, y compris pendant les travaux de mise en place de ces protections définitives.
- L'échelle d'accès (type échelle de meunier ou similaire) devra être fixée en tête (dépassant d'1.00 ml plancher desservi) et bloquée en pied.

2. Cheminements des véhicules et/ou engins

Les circulations poids lourds (accès chantier jusqu'à la zone stockage, circulation engins, etc...) devront présenter une stabilité suffisante et en rapport avec le « trafic » sur chantier.

- Les manœuvres en "marche arrière" seront faites obligatoirement avec l'assistance d'un homme de manœuvre qui guidera le chauffeur. **(à ce sujet, les entreprises exigeront de leur fournisseur que les chauffeurs laissent leur véhicule à l'entrée du chantier et viennent, à pied, prendre connaissance auprès du chef de chantier du lieu de déchargement).**
- Le stationnement des véhicules particuliers se fera à l'extérieur de l'emprise foncière du chantier.
- Un poste de nettoyage des véhicules et engins, (avec ouvrage de rétention d'eau) sera installé en sortie de chantier dès la phase « terrassements généraux », celui-ci sera maintenu suivant nécessité.
- Le plan d'installation de chantier devra indiquer ces prestations qui seront soumises à l'approbation du coordonnateur et du maître d'ouvrage.

Des aires stabilisées (≈ 2 m de largeur au minimum) seront aménagées en périphérie de bâtiments dès le début des travaux afin de permettre une circulation autour des bâtiments (nacelles ou autres) et/ou d'avoir la possibilité de mise en place d'échafaudage de pied avec contreventement. A ce sujet, dès que les longrines seront posées et/ou coulées, prévoir remblaiement (intérieur - extérieur) contre longrines.

3. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

B. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels – Engins de levage

1. Moyens Propres

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il leur appartient, de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. Le mode opératoire avec le type de matériel utilisé sera explicité dans le PPSPS de l'entreprise.

Conformément aux articles R4541-1 et 2 ainsi que R4541-9 du Code du travail, les entreprises privilégieront la manutention mécanique, le recours à la manutention manuelle n'existant que dans le cas d'impossibilité technique de mise en œuvre de moyens mécaniques. Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariots, transpalette, diable, ...).

Dès le démarrage du chantier, les entreprises qui auront des travaux nécessitant des approvisionnements (et/ou manutentions) de matériels ou matériaux volumineux (et/ou lourds), renseigneront le Maître d'œuvre et le coordonnateur sur les spécificités des moyens retenus (volume, poids, période d'approvisionnement, etc....) concernant ces approvisionnements ou manutentions.

Chaque entreprise définira dans son PPSPS, les dispositions envisagées pour la manutention et l'acheminement des matériels et matériaux.

L'introduction éventuelle d'un engin mobile de levage, quel qu'il soit, sera soumise à la réalisation d'une étude d'interférence avec les autres moyens de levage déjà présent sur le site, et ce n'est qu'après l'acceptation de la maîtrise d'œuvre que cet engin pourra pénétrer sur le chantier.

2. Moyens Communs

Dans le but de limiter les interférences d'engins, l'utilisation en commun des moyens de levage, quels qu'ils soient, est à privilégier (notamment ceux du gros œuvre), sous respect des règles suivantes :

- Manœuvre par personnel qualifié
- Élingage correct avec du matériel adéquat et vérifié (arrêté du 09/06/93).
- Guidage, s'il y a lieu, par du personnel compétent

Rappel : Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état (décret du 29/03/79).

Les conducteurs d'engins (quels qu'ils soient) devront obligatoirement être en possession d'une autorisation de conduite correspondant à l'engin utilisé. Ils devront

pouvoir présenter cette autorisation sur simple demande dès lors qu'ils sont en activité.

Tous les engins roulants « chantier » seront équipés d'avertisseurs sonores de recul.

Préalablement à leur mise en service sur le chantier, l'ensemble des appareils ou installations de levage devra être vérifié conformément aux textes en vigueur.

Les rapports de vérification devront systématiquement être communiqués au coordonnateur SPS.

Utilisation des moyens communs

L'utilisation des matériels présents sur le site par l'ensemble des entreprises travaillant sur le site sera acceptée par l'entreprise propriétaire dudit matériel sous réserve :

- Qu'elle soit prévenue des besoins des entreprises utilisatrices (planning à remettre à l'entreprise propriétaire du moyen de manutention ou levage)
- Que les appareils de manutention fournis par les entreprises utilisatrices soient conformes aux règles de sécurité ;

Le planning d'utilisation matériel se fera sous la responsabilité de l'entreprise « propriétaire dudit matériel » et sous son autorité. L'entreprise utilisatrice devra prévoir systématiquement les appareils adaptés aux manutentions et/ou levages à effectuer.

L'entreprise « propriétaire » devra mettre à la disposition de l'entreprise utilisatrice, le personnel habilité aux manœuvres, et un moyen de communication avec celui-ci. Elle conservera la responsabilité de la sécurité relative à l'utilisation dudit matériel.

Les entreprises devront de façon hebdomadaire, au cours de la réunion de chantier, remettre leur planning de livraison et d'approvisionnement pour la semaine suivante.

Grues

Le survol (avec des charges) des « extérieurs chantier », sera strictement interdit.

La zone d'évolution de la grue devra être clairement représentée sur le plan d'organisation de chantier. L'entreprise fera toutes les démarches nécessaires vis-à-vis des riverains s'agissant des demandes pour autorisation de survol de la grue montée sur chantier. Cette grue devra, une fois en service, couvrir la zone de stockage et la totalité du bâtiment à construire.

Grues mobiles

Pour l'utilisation de grues mobiles, les entreprises devront rechercher une utilisation commune de celles-ci, afin de limiter les risques d'interférence.

Un planning d'intervention et un plan d'implantation devront systématiquement compléter le PPSPS préalablement à l'intervention

Les entreprises ayant recours à des sociétés de levage ou autres prestataires de service devront assurer l'accueil sur le chantier des dites entreprises. Elles leur fourniront leur P.P.S.P.S., lequel devra être complété par les informations fournies par le prestataire de service. Dans tous les cas, devront apparaître en complément au P.P.S.P.S. de l'entreprise utilisatrice, le mode opératoire, les contraintes et les risques générés par l'entreprise de levage ou tout autre prestataire de service (livreurs, bétonniers, etc...).

Monte-charge de chantier

Si des approvisionnements quels qu'ils soient sont à réaliser en étages, il y aura lieu de définir en réunion de chantier, les modalités de mise en place pour utilisation commune aux

corps d'états secondaires d'un ou plusieurs monte-charge provisoire (ou monte matériaux télescopiques). Lors de cette réunion, les conditions de mise en place devront être définies et entre autres :

- Le type de matériel le plus adapté pour une utilisation commune
- Le lot devant assurer la mise en place et la maintenance
- Les répartitions financières suivant l'utilisation par les différents corps d'états)
- La ou les implantations, etc...

Son emplacement sera défini en accord avec le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. Les prestations du lot assurant la mise en place du monte-charge provisoire comprendront, outre l'appareil proprement dit :

- Les plates-formes d'entrée et de sortie au rez-de-chaussée et dans les étages
- La réalisation d'une voie de roulement accessible avec chariot ou transpalette niveau « O »
- La vérification de l'appareil avant utilisation.

La maintenance de l'appareil sera à la charge de l'entreprise désignée.

Échafaudages

Les échafaudages feront l'objet des vérifications obligatoires telles que prévues par le Code du Travail :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par une personne compétente de l'entreprise ;
- Réalisation d'une note de calcul (résistance et stabilité) en cas de mise en œuvre ne figurant pas dans la notice de montage fournie par le fabricant.

La vérification des échafaudages par un organisme agréé, avant mise en service, sera également due par l'entreprise titulaire du lot, sur demande éventuelle de l'Inspection du Travail.

L'Entreprise devra les échafaudages pour tous ses sous-traitants.

Un examen d'adéquation sera réalisé avec chacune des éventuelles entreprises utilisatrices, et les consignes d'utilisation et d'accès transmises à chaque chef de chantier, avec mention de la charge d'exploitation retenue.

L'Entreprise assurera la maintenance quotidienne et les vérifications périodiques des échafaudages.

Chaque entreprise utilisatrice assurera le balisage des zones concernées par leur utilisation.

À tous moments, chaque entreprise devra s'assurer que les dispositifs proposés ou mis en place sont suffisants et adaptés à ses propres travaux.

Si tel n'était pas le cas, chaque entreprise devrait en aviser immédiatement le Maître d'œuvre ainsi que le Coordonnateur SPS, pour modification immédiate.

Utilisation de nacelles en façade, échafaudage

L'échafaudage devra être contrôlé avant utilisation.

Seul un personnel ayant reçu une formation adéquate et spécifique doit être autorisée à accéder aux échafaudages en cours de montage ou de démontage en vue de réaliser ces opérations sous la direction d'une personne compétente.

Lors du montage de l'échafaudage et dans le cas où la protection collective ne peut être utilisée, des équipements individuels de protection contre les chutes doivent être mis à la disposition des travailleurs. L'équipement individuel de protection contre les chutes ne peut être fixé à un point d'ancrage choisi sur l'échafaudage que si le fabricant l'a expressément indiqué dans sa notice. A défaut, l'ancrage doit être réalisé sur l'ouvrage lui-même.

Les échafaudages doivent reposer sur des assises solides.

Les planchers doivent être munis sur les côtés extérieurs de garde-corps et de plinthes.

Lorsque le vide entre le bord du plancher et la construction est supérieur à 0,20 m, il faut installer un garde-corps identique au précédent côté façade. Il en est de même lorsque le plancher de l'échafaudage, même plaqué à la façade, fait face à une baie (éventuellement vitrée) au travers de laquelle une chute de hauteur à l'intérieur du bâtiment est possible.

Les échafaudages ne doivent pas être surchargés. Les planchers seront débarrassés de tous gravois et décombres et les charges uniformément réparties.

Les zones en contre bas devront être protégées du risque de chute de matériel ou de matériaux. Soit il s'agit de zones non circulées habituellement et il s'agit de neutraliser la zone, soit il s'agit de passages réguliers et la circulation doit être protégée par un auvent ou un tunnel.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'amenée, le montage, la location, la, maintenance, le démontage et le repli des échafaudages et agrès quels qu'ils soient nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Ces échafaudages devront comporter une protection par bâches en toile ou en polyéthylène, ou par filet selon le cas.

Le type de protection à mettre en place sera fonction du type de traitement de façade prévu d'une part, et des impératifs découlant du site, de l'environnement et des obligations imposées par les services publics, le cas échéant, d'autre part.

Les échafaudages disposés au droit ou sur le domaine public devront être réalisés conformément à la demande et suivant les instructions des services publics concernés, y compris toutes protections et signalisations de jour et de nuit, le cas échéant.

Dans le cas d'utilisation de camion-nacelle, sur le domaine public, toutes autorisations et instructions seront à demander par l'entrepreneur aux services publics concernés.

Tout matériel non révisé et ne pouvant assurer son rôle par manque de garanties de mise en sécurité du personnel sera immédiatement évacué du site.

Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment. L'entreprise en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

C. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses

Les emplacements de stockage seront déterminés en accord avec le maître d'œuvre et sur la zone de chantier.

Le plan d'installation de chantier indique les aires réservées au stockage des matériaux.

Tout stockage de quelque nature que ce soit est formellement interdit dans l'environnement du chantier immédiat, en dehors des emprises de chantier et des zones pré définies dans le plan d'emprise

1. Approvisionnements / Déchargement

Les approvisionnements devront se faire à certaines heures (horaires à définir avec la maîtrise d'œuvre dès le 1er RDV de chantier). Dans tous les cas, les approvisionnements seront interdits pendant les heures de forte influence (arrivées et départs des bureaux, etc...)

Les déchargements de matériels ou matériaux seront faits sous la responsabilité de l'entreprise qui réceptionne. Ils ne devront en aucun cas être à l'origine de situation pouvant générer des risques d'accidents vis-à-vis des autres entreprises et/ou des tiers. Ils se feront, impérativement, à l'intérieur de l'enceinte clôturée. Dans ce but, un représentant de l'entreprise devra assister le livreur dans sa manœuvre.

2. Stockage et Entreposage

Des zones de stockage seront à étudier et à organiser à proximité des travaux

Le stockage, même provisoire, s'effectuera obligatoirement sur les aires prévues à cet effet. La zone stockage sera aménagée pour permettre le stockage « en flux tendu » de toutes les entreprises.

D. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant. Chaque entrepreneur est chargé de l'enlèvement de ses gravats, chaque fois que leur volume l'exigera ou à la demande du CSPS, Maître d'œuvre ou du Maître de l'Ouvrage. Il doit le nettoyage parfait des locaux dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

En fin de travaux, les nettoyages définitifs seront faits par l'entreprise de peinture.

Les lieux de stockage et d'élimination des déchets devront être définis à l'avance avec l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur.

En cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage pourra demander à une entreprise spécialisée de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise responsable.

Chaque entreprise aura à sa charge l'enlèvement des gravats de ses travaux et au balayage des locaux.

1. Nettoyage poste de travail – Cantonnement

Nettoyage systématique (hebdomadaire minimum) à réaliser dans les aires de stockage, cantonnements, et surtout dans les postes de travail.

2. Nettoyage voies publique

Toutes les entreprises assureront le nettoyage des salissures réalisées sur les voies par l'activité du chantier et ce quelles que soient les conditions climatiques.

Cette obligation de nettoyage revient à l'entreprise qui est à l'origine des salissures.

3. Evacuation des déchets

Nettoyage quotidien des zones de travail et acheminement, par tous moyens adaptés, de l'ensemble des déchets jusqu'aux bennes situées sur le site.

L'évacuation des gravats et déchets par les trémies est interdite.

Les entreprises pourront envisager la mise en œuvre de goulottes à gravats

En cas de manquement d'une entreprise, le maître d'œuvre se chargera de faire réaliser ce nettoyage par l'entreprise de gros œuvre ou par une entreprise spécialisée et ce aux frais de l'entreprise défaillante (ou si entreprise inconnue au frais du compte prorata).

Mise à disposition de l'ensemble des entreprises, de bennes en quantité suffisante pour évacuation des gravats en décharge publique pendant toute la durée de l'opération. La rotation des bennes se fera au fur et à mesure des besoins.

Le tri sélectif des déchets sera effectif pour cette opération. Pour ce faire, le nombre de bennes (et ou conteneurs) sera en rapport pour satisfaire à cette obligation. Pour la concrétisation de ce tri sélectif, 5 bennes (et ou conteneurs) sont à prévoir, en simultané, sur le site.

Des bordereaux de suivi de déchets doivent être fournis de manière à tenir informer la Maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS du sort des différents matériaux produits.

E. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Il y aura nécessité de séparer les déchets et les moyens d'évacuation suivant quatre types de déchets au minimum, soit :

- Déchets inertes,
- Déchets industriels banals,
- Déchets d'emballages valorisables, déchets dangereux.

Les déchets ne devront en aucun cas être mis-en vrac aux abords du bâtiment, ils seront traités et évacués en centre de traitements appropriés, conformément à la réglementation en vigueur.

Au cours des transports de déblais ou éventuellement des remblais, il ne sera toléré aucune chute de matériaux sur les voies empruntées. L'entreprise devant être équipée de matériel adéquat pour l'éviter et assurer le nettoyage immédiat de la voirie, dans le cas où cela pourrait se produire.

Les entreprises auront l'obligation de déclarer au coordonnateur les références des produits et matières dangereuses utilisées lors des travaux.

Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant porté sur la fiche de données de sécurité.

1. Utilisation de produits dangereux

Les opérations mettant en œuvre des risques de maladies professionnelles par inhalation, nécessiteront de créer une aération des lieux de travail en rapport avec la toxicité des produits utilisés.

Il est expressément demandé de privilégier des matériaux et matériels non dangereux pour la santé des travailleurs ou diminuant les nuisances engendrées.

A performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité devra être privilégié.

Dans tous les cas, l'utilisation, sur le chantier, de produits pouvant être toxiques, implique que l'entreprise mettant en œuvre ces produits, signale obligatoirement cette situation à la Maîtrise d'œuvre et au coordonnateur S.P.S., préalablement à l'intervention.

L'utilisation de protections individuelles (masques, gants, lunettes de sécurité, bouchons d'oreille, ...) constituera, en cas d'impossibilité de gérer différemment le problème, une dernière solution à adopter. Ces protections seront attribuées personnellement, de plus adaptées aux risques et devront enfin ne pas générer d'autres risques supplémentaires.

2. Sécurité Incendie.

Prévention des incendies

- ✓ Interdiction d'allumer des feux à l'intérieur des locaux ou sur les abords
- ✓ Interdiction de fumer à l'intérieur de l'ouvrage ou aux abords
- ✓ Positionnement dans la mesure du possible des cantonnements éloignés de tout bâtiment afin d'éviter la propagation d'un incendie suite à un éventuel acte de vandalisme (à prévoir lors de la réalisation du plan d'installation de chantier)
- ✓ Protection adéquate des matériaux et produits présentant un pouvoir calorifique susceptible de générer un risque d'incendie
- ✓ Évacuation dès que possible des produits de démolition présentant un pouvoir calorifique générant un risque d'incendie
- ✓ Pour les travaux générant des points chauds (travaux d'étanchéité, soudage, découpe au chalumeau, disquage...)
 - Identifier les joints de dilation avant toute intervention et les protéger par la mise en place de matériaux ignifuges (tels que plâtre, bandes ignifuges...)
 - Surveiller attentivement l'absence de feu latent y compris plusieurs heures après l'exécution du travail concerné
- ✓ Stockage des matériaux inflammables dans des containers prévus à cet effet, ventilés, identifiés et équipés d'extincteurs de classe appropriée
- ✓ Pour les travaux générant un point chaud (soudage, découpe au chalumeau, disquage...) dans un Établissement maintenu en activité pendant les travaux, rédaction obligatoire d'un permis de feu entre l'entreprise générant le point chaud (soudage, découpe au chalumeau, disquage...) et un représentant du Chef d'Établissement préalablement à l'exécution de ces travaux

Lutte contre l'incendie et évacuation

- ✓ Des extincteurs seront positionnés à proximité des postes de travail. Le nombre et la classe des équipements mis en place seront adaptés à la nature des travaux à effectuer. Visibles et facilement accessibles, ils seront dûment contrôlés et en parfait état de marche. Le personnel sur chantier sera formé à l'utilisation des moyens d'extinction mis en œuvre

- ✓ Les cantonnements seront dotés d'extincteurs de classe appropriée en nombre suffisant. Visibles et facilement accessibles, ils seront dûment contrôlés et en parfait état de marche.
- ✓ En cas d'incendie, dans le cas où les moyens de première intervention ne sont pas suffisants pour venir à bout du sinistre, les entreprises devront évacuer le bâtiment et se rendre au point de rassemblement fixé à l'entrée du chantier en l'attente des secours extérieurs

Il est strictement interdit d'allumer des feux pour l'élimination des déchets, quels qu'ils soient, tant à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur.

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.

L'entreprise de gros œuvre assure la fourniture, la mise en place et la maintenance des extincteurs dans les locaux communs du chantier.

Chaque entreprise fait de même pour ses propres locaux.

Le stockage sur le chantier de matières inflammables sera réduit aux stricts besoins des travaux et soumis à l'accord préalable du Coordonnateur SPS.

Ce stockage sera réalisé à l'air libre et en dehors de l'emprise des bâtiments.
L'entreprise devra prévoir à proximité de l'aire de stockage un ou plusieurs extincteurs adaptés aux risques à protéger.

F. L'utilisation des protections collectives, des protections individuelles

1. Protection collective

Chaque entrepreneur fournit et met en place les dispositifs de sécurité afférents aux travaux qu'il exécute.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement. Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle, ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

Mise en place des protections collectives

Ces dispositions ne se substituent pas aux obligations de l'entreprise.
Chaque entreprise reste responsable de la sécurité de ses salariés.

Dans les généralités et pour autant que faire se peut, la méthode de construction inclura la protection définitive. En cas d'impossibilité, les protections collectives provisoires seront installées en tenant compte que celles-ci devront permettre la pose des éléments définitifs sous protection des éléments provisoires.

Les dispositifs intégrés au bâtiment, ayant pour objet la mise en place des protections collectives et/ou l'utilisation d'EPI, seront réalisés et posés dès la fabrication et/ou le montage. Dans tous les cas et à chaque fois que cela sera possible, ces dispositifs, prévus pour l'entretien et/ou la maintenance ultérieure, devront servir pour la construction du bâtiment.

La mise en place et la maintenance des protections collectives incombent à l'entreprise qui en a le besoin la première. Elle aura la charge exclusive de l'entretien de cette protection jusqu'à l'achèvement des travaux TCE. Il est entendu que si, pour des besoins spécifiques

une entreprise avait besoin de complément de protection, ce complément serait à charge de l'entreprise qui en a le besoin.

De manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants, les protections collectives relatives aux chutes de hauteur et aux risques d'ensevelissement seront étudiées par l'entreprise qui a en charge la réalisation des dites protections, en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Pendant la durée des travaux TCE, l'entreprise en charge du lot principal, sera chargé de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des bâtiments et à leurs abords (planchers, trémies, escaliers, etc....), avec notamment la mise en place des protections contre les risques de chute de hauteur au niveau des baies sans allèges qui devront permettre la mise en place des menuiseries extérieures sans démontage des garde-corps.

Pendant la durée des travaux TCE en couverture, il sera prévu des protections collectives assurant la sécurité des travailleurs évoluant sur ces ouvrages. De même, des dispositifs interdisant la chute d'objets (matériaux et/ou matériels) seront mis en place.

Nota : Lors des travaux de charpente bois ou d'étanchéité, l'entreprise réalisera et maintiendra pendant toute la durée de son intervention, les protections collectives nécessaires à la protection des tiers (chantier + site), dans les zones travaux.

Déplacement par une entreprise des protections collectives

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS pourront en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise demander à l'entreprise de gros œuvre de réaliser les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante aux frais de cette dernière.

Dans tous les cas, dès que possible :

- Les réservations devront être rebouchées
- Les éléments de protection définitifs devront être mis en place (garde-corps, porte palière d'ascenseur, ...).

Toute intervention d'entreprise en l'absence de protections collectives fera l'objet d'une demande d'arrêt immédiat de travaux du coordonnateur.

Protections collectives contre le bruit

Les employeurs mettront en œuvre les actions de prévention prévues au Code du Travail. Sur simple demande de l'Inspection du Travail ou du Coordonnateur SPS, ils devront justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) les dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

2. Protections individuelles

Les entreprises veilleront à mettre à la disposition de leurs personnels les équipements de travail et les moyens de protections individuels adaptés aux types de tâches à exécuter. Pendant l'exécution des travaux, tous les personnels sur site porteront obligatoirement des gilets rétro réfléchissants.

Dans le cas de travaux à risques particuliers (chalumeau, tronçonneuse, etc.), les entreprises

Porteront les équipements de protections prévus dans leur P.P.S.P.S. et se conformeront au Mode opératoire préconisé par le fabricant.

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de Travail habituel sera proscrit.

Les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles, roulantes ou non, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet (plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles autoélevatrices, etc.).

Le harnais de sécurité ne devra être employé comme moyen de prévention que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives.

Les protections auditives individuelles (bouchons d'oreilles, casques) seront mises à disposition des salariés.

IV. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

A. Obligations de l'entreprise utilisatrice ainsi que celles des entreprises extérieures

Les salariés chargés de la conduite d'engins devront être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement.

L'entreprise prendra connaissance de l'organisation chantier prévue, s'agissant des zones de stockage, des conditions de manutention et d'approvisionnement

L'entreprise devra conserver, dans la mesure du possible, les protections collectives mises en place. Dans le cas d'impossibilité, voir article ci-dessus

1. Chutes de plain-pied

<u>Déplacement sur sol encombré inégal ou glissant</u>	<ul style="list-style-type: none">✓ Organisez les différentes zones de chantier (stockage, cantonnements...)✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation (rangement, nettoyage)
--	---

2. Chutes de Hauteur

<u>Chute de hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none">✓ Mettre en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). Attention : l'échelle n'est pas un poste de travail.✓ Utiliser des équipements de travail adaptés : élévateurs de personnes (PEMP) en suivant les préconisations du constructeur, plateformes individuelles roulantes pour les travaux jusqu'à 4 mètres de hauteur et PIRL✓ Réaliser des plans d'échafaudage et d'étalement✓ Rédigez un mode opératoire et partagez-le avec les opérateurs du chantier✓ Vérifier régulièrement vos équipements de travail✓ Mettre en place des protections collectives et veillez à leur maintenance✓ Veillez à la continuité des protections collectives✓ Porter des dispositifs de protection individuelle antichute adaptés✓ Définir des points d'ancrage pour les dispositifs antichute✓ En cas d'impossibilité d'utiliser une protection collective, équipez vos opérateurs de harnais de sécurité et d'un dispositif antichute✓ Privilégier l'assemblage au sol de l'ouvrage dans une zone propre, plane et bien balisée✓ Mettez en place des filets antichute et des protections en bas de pente et en rives latérales✓ Mettez en place des filets antichute et des protections en bas de pente et en rives latérales
<u>Travaux, circulation ou accès en hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none">✓ Mettre en place des protections collectives sur la zone de travail (dispositifs de garde-corps périphériques)✓ Prévoir des accès sécurisés✓ Remplacez les escabeaux par des <u>plateformes individuelles roulantes légères</u> ou PIRL✓ Utilisez des élévateurs de personnes pour la préparation (ancrages) et les finitions (pose de filets, bâches, auvents pare-gravas...)
<u>Pose et dépose de protections collectives hors échafaudages</u>	<ul style="list-style-type: none">✓ Rédiger un mode opératoire et partagez-le avec les opérateurs✓ Utiliser un appareil de levage de personnes (PEMP par exemple),✓ Mettre en place un dispositif antichute✓ Organiser les temps de travail
<u>Risque de chute au niveau d'une excavation ou d'une dénivellation</u>	<ul style="list-style-type: none">✓ Mettre en place et maintenir la signalisation de chantier✓ Porter des dispositifs de protection individuelle adaptés✓ Protéger les zones à risques au fur et à mesure de l'avancement des travaux en mettant en place des protections collectives sur la zone de travail (garde-corps en tête des fouilles et talus...)✓ Interdire l'accès aux personnels ne participant pas à la phase de travaux✓ Monter et descendre à l'aide d'une échelle attachée en tête et passerelles pour « enjamber » les tranchées✓ Les blindages doivent être équipé de garde-corps en tête en les laissant dépasser de la tranchée de 1 m (Idem pour les tranchées boisées)

3. Manutentions manuelles

<u>Manutention de matériels et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none">✓ Mécaniser les manutentions dans la mesure du possible✓ Organiser le travail de façon à limiter les manutentions manuelles✓ Choisir des accessoires de manutention adaptés aux charges et aux chantiers
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Balisez les zones interdites à la circulation ✓ Désignez un chef de manœuvre
--	---

4. Effondrements, éboulements, chutes d'objets

<u>Travaux de fouilles et terrassement (en pleine masse, en galeries...)</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédiger un mode opératoire et remettez-le au personnel ✓ Réaliser un talutage adapté au terrain ✓ Mettre en place un blindage et/ou un boisage ✓ Neutraliser les réseaux souterrains à proximité ✓ Portez les EPI et vêtements de travail adaptés
<u>Risque d'ensevelissement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre obligatoirement de blindage à partir de 1,30m de profondeur ✓ Respecter les règles d'évasement ✓ Toujours travailler à l'intérieur des protections ✓ Ne pas circuler à proximité des tranchées ou sur le haut des fossés
<u>Risque d'écrasement lié à la chute de la machine</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tenir la machine par les poignés ✓ Interdire l'accès aux personnes inutiles ✓ S'assurer de la stabilité du terrain et poser les stabilisateurs au sol
<u>Risque d'éboulement et retournement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Caler systématiquement les roues d'un véhicule à l'arrêt sur un terrain en pente ou glissant
<u>Risque de chute de matériaux ou de matériel</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas intervenir lorsque des ouvriers travaillent au-dessus du lieu d'intervention ✓ Port du casque de sécurité obligatoire ✓ Ne pas se situer sous une charge en mouvement
<u>Eboulement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédiger un mode opératoire et présentez-le au personnel ✓ Réaliser le <u>talutage</u> adapté au terrain ✓ Mettre en place un <u>blindage</u> et/ou un boisage ✓ Former le personnel aux techniques de sécurisation des fouilles
<u>Basculement, Renversement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménager et entretenir les voies de circulation ✓ Aménager les zones de stockage ✓ Stabilisez les éléments montés en phase transitoire ✓ Vérifier l'état des appuis avant de mettre en place les matériels d'échafaudage ou d'étalement
<u>Risque d'éboulement et retournement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Caler systématiquement les roues d'un véhicule à l'arrêt sur un terrain en pente ou glissant

5. Opérations de levage

Utilisation d'appareils de levage de charges	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifier périodiquement les appareils de levage ✓ Rédiger un mode opératoire et mettez-le à disposition de vos opérateurs ✓ Indiquer et respectez la charge maximale d'utilisation de l'appareil ✓ Désigner un chef de manœuvre qui commandera les opérations de levage et disposera d'une radio pour communiquer avec le grutier ✓ Former le personnel à la conduite des appareils de levage et à l'élingage et délivrez-leur les autorisations de conduite
--	--

6. Utilisation d'engins

<u>Collisions/heurts</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Établir un plan de circulation piétons et engins et Matérialisez les voies et les cheminements ✓ Interdire la circulation dans la zone d'évolution des engins ✓ Porter un gilet haute visibilité ✓ Signaler sa présence au conducteur ✓ Les véhicules et engins doivent être équipé de dispositifs de contrôle visuel, de détection et d'avertisseurs ✓ Mettre en place un signaleur pour guider les manœuvres ✓ Mettez en place des protections lourdes en périphérie du chantier
--------------------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réglementer l'usage du téléphone portable sur le chantier
<u>Conduite de véhicules et engins de chantier</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Établir un plan de circulation séparant les flux des engins ✓ Les voies de circulation doivent être aménagées et entretenues ✓ Les véhicules et engins doivent être équipés de dispositifs de contrôle visuel, de détection et d'avertisseurs ✓ Les périodes d'entretien et de vérification des véhicules et engins doivent être respectées ✓ Veillez au bon conditionnement des charges sur les véhicules (respect des tonnages, arrimages et remplissages adaptés) ✓ Les conducteurs doivent avoir leurs autorisations de conduite ✓ Mettre en place un signaleur pour guider les manœuvres (recul notamment)
<u>Risque d'écrasement par des véhicules ou engins</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas franchir la signalisation et le balisage mis en place ✓ Respecter les consignes de la personne chargée de la gestion du trafic ✓ Ne pas passer derrière ou à proximité d'un engin sans l'accord du chauffeur ✓ Ne pas couper la route d'un engin ✓ Rester en dehors de la zone d'évolution des engins ✓ Ne pas rester derrière un engin qui recule ✓ Respecter une distance de sécurité de 1,50m par rapport à l'engin
<u>Travaux sur routes ouvertes à la circulation</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Établir un plan de circulation ✓ Mettre en place la <u>signalisation temporaire</u> adaptée ✓ Les périodes d'entretien et de vérification des véhicules et engins doivent être respectées ✓ les conducteurs et chauffeurs doivent être formés à la pratique de la conduite en sécurité ✓ Mettre en place un signaleur pour guider les manœuvres (recul notamment)

7. Utilisation de machines et outillages

<u>Utilisation de machines portatives ou guidées à la main</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Évaluez l'exposition aux nuisances (bruit, vibrations, poussières...) ✓ Choisissez des modèles anti vibratile et antiblocage (tronçonneuses à débrayage) ✓ Aspirez systématiquement les poussières ✓ Suivez les préconisations du constructeur : ✓ Vérifiez régulièrement l'outillage portatif et les installations électriques ✓ Portez les EPI et les vêtements de travail adaptés
--	---

8. Electrification, électrocution

<u>Risque électrique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Priorisez les travaux hors tension ✓ Exigez ou faites réaliser le diagnostic avant travaux ✓ Repérez et détectez les réseaux avant intervention ✓ Matérialisez le risque "électrique" sur les plans remis aux opérateurs et in situ (les réseaux eux-mêmes s'ils sont apparents, ou tracés...) ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques ✓ Travailler avec du matériel en bon état ✓ Utiliser des rallonges conformes à la réglementation et en bon état ✓ Faire intervenir une personne habilitée ✓ Respectez les distances de sécurité si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple ✓ Après les avoir formés, délivrez à vos salariés les habilitations électriques obligatoires et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques.
--------------------------	---

<u>Risque de contact électrique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faire une DICT ou une demande de plan de réseau en site privé ✓ Faire une demande de consignation de ligne ✓ Faire une demande d'isolation des conducteurs électriques ✓ Garder une distance de sécurité minimale de 5 mètres par rapport au réseau supérieur à 50 000V ✓ Garder une distance de sécurité minimale de 3 mètres par rapport au réseau inférieur à 50 000V ✓ Mettre en place un gabarit au niveau des zones de passage ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques
-------------------------------------	--

9. Risque Chimiques

<u>Risque chimique</u> <u>Risque poussières</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Repérez les produits dangereux via la fiche de données de sécurité ✓ Évaluez les risques des produits ✓ Remplacez les produits dangereux par d'autres, moins dangereux, voire inoffensifs (pas de dichlorométhane, moins de teneur en COV, carburants sans benzène, produits à l'eau...) ✓ Equipez les ponceuses d'aspirateurs de poussières ✓ Portez les EPI adaptés ✓ Prévoyez si possible une douche dans les cantonnements pour les travaux salissants ✓ Arrosage régulier du béton
<u>Risque Amiante</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formations obligatoires pour l'encadrement et les opérateurs et méthodologie spécifique à mettre en place ✓ Mesurez les empoussièrtements ✓ Fournissez les équipements de travail adaptés au risque ✓ Renseignez les <u>fiches individuelles d'exposition à l'amiante</u>

10. Risques divers

<u>Bruit</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réaliser des mesures de bruit ✓ Choisir des machines peu bruyantes ✓ Privilégier des machines commandées à distance (éloignement de la source de bruit) ✓ Fournir des véhicules et engins avec des cabines insonorisées ✓ Procéder périodiquement à l'entretien et aux vérifications du matériel ✓ Fournir des EPI adapté
<u>Incendie / Explosion</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Repérer les réseaux avant intervention ✓ Mettre en place un plan d'évacuation et de secours et former le personnel à la conduite à tenir ✓ Organiser la <u>zone de travail</u> ✓ Fournir des extincteurs adaptés à proximité des points de feu ✓ Former le personnel au risque incendie et à la manipulation des extincteurs ✓ Utilisation des <u>bouteilles de gaz</u> et des chalumeaux : équiper le poste oxyacétylénique de clapets anti-retour, vérifier la fermeture des bouteilles et la purge des boyaux en fin de poste ✓ Mettre en place une procédure de <u>permis de feu</u> sur les sites occupés
<u>Covid-19</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Limiter le nombre de personnes au strict nécessaire dans toute zone donnée pour limiter les risques de rencontre et contact. ✓ Imposer le port systématique de gants de travail adaptés à l'activité. ✓ Limiter la coactivité en réorganisant les opérations. ✓ Attribuer les outillages de façon individuelle, sauf en cas de port systématique de gants de travail. Limiter le prêt de matériel entre compagnons. ✓ Mettre en place un plan de circulation permettant de respecter la distance d'un mètre entre les personnes, notamment lors des croisements. Privilégier

	<p>les circulations circulaires. Des marqueurs (type bande adhésives au sol, barriérage, ...) seront mis en place pour faire respecter les distances.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique. ✓ Imposer le lavage approfondi et fréquent des mains à l'eau et au savon, a minima en début de journée, à chaque changement de tâche et toutes les 2h en cas de port non permanent des gants, après tout contact impromptu avec d'autres personnes. ✓ Avant chaque début de tâche, revoir les modes opératoires pour valider la possibilité de respecter la distance d'au moins un mètre. En cas d'impossibilité, faire appel à des lunettes, à des masques de type FFP2 ou FFP3 (si disponibles). Il est possible d'utiliser des masques de protection supérieure (type masque à cartouche ou masque à ventilation assistée) associé aux lunettes ou à un écran barrière, type écran de casque.
--	---

B. Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer que suite aux inspections communes et à la réception, par le coordonnateur, des PPSPS.

En application de l'article R.4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les entreprises compléteront leur P.P.S.P.S. par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux.

La mise en sécurité des excavations, pendant leur réalisation, et après leur réalisation, sera détaillée au cas par cas.

Chaque note méthodologique sera soumise au coordonnateur avant démarrage des travaux concernés.

Au moins dix jours avant le début de leur intervention sur site, les entreprises (y compris sous-traitantes) prendront l'initiative de contacter le Coordonnateur SPS, de façon à programmer une visite d'inspection commune sur site.

À la suite de cette visite, chaque entreprise commencera à compléter son P.P.S.P.S. Chaque entreprise donnera aux personnels des entreprises prestataires amenées à intervenir sur site (semi-remorques, camions-bennes, camions auto déchargeable, livreurs, etc.) les consignes de sécurité spécifiques à respecter, dans le cadre de la présente opération (pistes autorisées à l'intérieur du site, surcharges admissibles, etc...).

V. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN BON ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

A. Pour les opérations de bâtiment dont le volume des travaux est supérieur à 760 000€

1. Obligations du Maître d'Ouvrage

- a. *Mettre en œuvre des voies d'accès constamment praticable et*
convenablement éclairée, prolongée dans le chantier pour permettre aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installées les divers locaux qui leurs sont destinés
- b. *Mettre les points de raccordement aux réseaux (VRD)*
 - Eau potable
 - Eaux usées-eaux vannes
 - Electricité
 - A définit sur l'avant-projet de plan d'installation

2. Autres

B. Opérations autres

Génie civil

Mesures compensatoires

VI. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

A. Obligation de la présence continue de secouristes sur le chantier

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, dispose de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20). La liste de ces secouristes sera affichée, ***et chaque secouriste devra avoir sur lui un signe distinctif (casque ou vêtement) pour permettre de le reconnaître.***

Dans tous les cas, chaque entreprise assurera la présence parmi son personnel d'au moins un secouriste, et ce, pendant toute la période où elle travaillera sur le site.

B. Déclaration d'accident

Chaque entreprise concernée se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident.

Elle préviendra parallèlement par téléphone le coordonnateur SPS dans les 4H puis rédigera et transmettra sous 72H un compte-rendu détaillant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

C. Appel des Secours extérieurs

Numéros d'appel des secours

Un téléphone doit toujours être accessible sur le chantier de façon à pouvoir contacter les secours extérieurs.

Les numéros suivants sont interconnectés et peuvent être appelés indifféremment. Ils sont disponibles 24H/24, ils sont gratuits et tous accessibles à partir d'un portable équipé d'une carte SIM :

N°	Service de secours correspondant
112	Numéro de secours Européen
18	Pompiers
15	Samu
17	Forces de l'ordre

Centres antipoison

Les centres antipoison sont susceptibles de donner la conduite à tenir en cas d'exposition à un agent chimique (ingestion, inhalation, contact cutané) en attendant l'arrivée des secours.

Centre antipoison Téléphone : 0590 89 11 20

Message à transmettre aux services de secours

1	Identifiez-vous	Donnez votre nom, et le numéro de téléphone d'où vous appelez. Ce dernier permettra aux secours de vous rappeler, par exemple en cas de problème pour trouver l'endroit
2	Expliquez où vous êtes	Donnez l'adresse précise de l'endroit où vous vous trouvez. N'oubliez pas la commune
3	Expliquez la cause de votre appel	Accident, malaise, incendie...
4	Décrivez ce que vous avez vu	<ul style="list-style-type: none">○ Le nombre de victime(s),○ Leur sexe et âge approximatif○ Leur état apparent (parle, saigne, transpire, respire)○ Leur position : debout, assis, allongé sur le ventre ou le dos.○ Les gestes effectués par vous-même ou les tiers présents
5	Précise-s'il y a des risques persistants	Par exemple risque d'effondrement, d'incendie, d'explosion, de collision...
6	Ne raccrochez pas le premier	Attendez les instructions

Accompagnement des secours

S'assurer dans la mesure du possible que les circulations verticales et horizontales sont bien dégagées.

Se positionner à l'entrée du chantier de façon à accompagner les secours sur les lieux du sinistre.

D. Matériel de secours

Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et afficher les numéros de téléphone d'urgence.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

E. Possibilités d'évacuation des blessés

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise.

L'Entreprise veillera, pendant toute la durée des travaux, à ce que l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, soit possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès

F. Mise en œuvre des systèmes de communication et d'alerte avec affichage

Un téléphone sera installé en salle de réunion ainsi que l'affiche « en cas d'accident » convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement

L'Entreprise devra afficher dans les cantonnements et le bureau, la liste des numéros d'appel d'urgence.

A leur arrivée sur site, les Chef de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier...

Un point d'accueil des secours (pompiers ou autres) devra être défini sur le site dès le premier rendez-vous de chantier. C'est la personne qui aura prévenu les secours qui devra assurer l'accueil de ceux-ci pour les conduire auprès du blessé.

G. Formalités à accomplir en cas d'accident sur le chantier

- Etablir la déclaration d'accident du travail au service de prévention de la CGSS
- Inscrire l'accident sur le Registre journal du bureau de chantier ;
- Vous procurer la photocopie de la déclaration de l'entreprise de travail temporaire, ou de votre sous-traitant si c'est le cas.
- Transmettre une photocopie de cette déclaration au Coordonnateur SPS.
- Informer le Coordonnateur SPS des suites de l'accident, de la durée de l'arrêt de travail, séquelles, ...

- Faire porter l'analyse de cet accident à l'ordre du jour de la prochaine réunion du CISSCT qui peut avoir à adopter des mesures en conséquence.
- Le PPSPS de chaque entreprise doit comporter les adresses et numéros de téléphone des responsables à prévenir en cas d'accident

H. Consignes de premiers secours



VII. LES MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

E. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

1) Coordonnateur SPS

AUTORITÉ

Définie par le décret N° 94-1159 du 26/12/1994.

En outre, le coordonnateur pourra demander au maître d'ouvrage l'arrêt des travaux en cas de danger grave ainsi que l'exclusion de toute personne ou entreprise ne respectant pas la réglementation du code du travail.

REGISTRE-JOURNAL

Contenu et objectif

Matérialiser par écrit les dispositions d'hygiène et sécurité élaborées et retenues pour l'opération.

Localisation

Original : en possession du coordonnateur SPS.

Copie partielle : Transmis à l'ensemble des intervenants par mails

2) Concertation et information entre les entreprises

INSPECTION COMMUNE

Chaque entreprise (y compris sous-traitant) devra réaliser une inspection commune avec le coordonnateur SPS.

La non-réalisation d'une inspection commune entraînera implicitement l'interdiction d'accès au chantier.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de réaliser la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

Procédure - Titulaire du lot

Chronologie	Étape
1	Signature du marché (y compris PGC simplifié), ordre de service
2	Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS
3	Établissement d'un projet de PPSPS par l'entreprise à apporter lors de la visite d'inspection commune
4	Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise
5	Établissement du PPSPS définitif par l'entreprise (si requis), transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie

Procédure - Sous-traitant

Chronologie	Étape
--------------------	--------------

1	Demande d'agrément du sous-traitant réalisée par le titulaire auprès du maître d'Ouvrage
2	Information parallèle de l'intention de sous-traiter au coordonnateur SPS. Transmission des coordonnées du sous-traitant par l'entreprise titulaire
3	Agrément du sous-traitant par le Maître d'Ouvrage
4	Remise du PGC par le titulaire à son sous-traitant Remise de son PPSPS par le titulaire à son sous-traitant
5	Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS
6	Établissement d'un projet de PPSPS par le sous-traitant à apporter lors de la visite d'inspection commune
7	Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et les représentants de l'entreprise sous-traitante et titulaire
8	Établissement du PPSPS définitif (si requis) par le sous-traitant et transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie

PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant de démarrer les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

Les entreprises (y compris sous-traitantes) fourniront leurs PPSPS en deux exemplaires dont un restera dans le bureau de chantier à l'attention des organismes de contrôle du travail et de la sécurité.

SOUS-TRAITANCE

Toute sous-traitance devra **avoir l'accord de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre (le coordonnateur sera, impérativement et systématiquement informé de ces validations). A défaut, l'accès au chantier sera considéré comme interdit au dit sous-traitant.**

La sous-traitance de 2ème génération est à proscrire.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

RECOURS AU PERSONNEL INTERIMAIRE

Tout personnel intérimaire, avant son entrée sur le chantier, devra avoir reçu, de l'entreprise qui l'emploie, les consignes, informations ou autres relatives au chantier (visite du chantier avec le responsable chantier impérative).

De plus, ce personnel intérimaire devra :

- Être apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- Avoir un certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée.
- Être intégré au personnel régulier de l'entreprise qui l'embauche (utilisation des vestiaires et autres),
- Arborer un badge d'identification avec son nom + le nom de l'entreprise qui l'emploie,
- Être équipé de chaussures de sécurité, casque et avoir à sa disposition : gants, lunettes, protection auditive, etc...
- Avoir suivie la formation à la sécurité (décret du 20 Mars 1979)

Dans tous les cas, l'entreprise qui emploie reste responsable de l'application des obligations ci-dessus énumérées.

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS ET LOCATIERES

Ceux-ci interviendront sous l'entière responsabilité de l'entreprise qui les emploie et devront respecter le PPSPS de celle-ci.

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

MODALITE D'ACCUEIL DES SALARIES ET SALARIES ETRANGERS

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- La sécurité pendant l'exécution du travail
- Les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- La situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers (R. 4532-16) :

Le coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Être en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSAFF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

MODALITES DE VISITE DU CHANTIER PAR DES TIERS

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

DIFFUSION DES DOCUMENTS

- PGC : TCE par l'intermédiaire du Maître d'Ouvrage
- Compte rendu SPS : MO + MOE + TCE
- Courriers divers : MO + MOE + entreprises concernées.

VIII. ANNEXES

A. Repérage d'amiante avant travaux (à transmettre au CSPS)

B. Plan d'installation de chantier (à transmettre au CSPS)

C. Tableau des risques par corps d'état

VRD	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
Risque de chute au niveau d'une excavation	<ul style="list-style-type: none">✓ Mise en place et maintien de la signalisation de chantier✓ Port du casque obligatoire✓ Protection des zones à risques au fur et à mesure de l'avancement des travaux✓ Accès interdit aux personnels ne participant pas à cette phase de travaux✓ Monter et descendre à l'aide d'une échelle
Risque d'ensevelissement	<ul style="list-style-type: none">✓ Mise en place obligatoire de blindage à partir de 1,30m de profondeur✓ Respect des règles d'évasement✓ Pose de blindage à moins de 1,30m de profondeur en cas d'instabilité des parois de la tranchée✓ Toujours travailler à l'intérieur des protections✓ Ne pas circuler à proximité des tranchées ou sur le haut des fossés
Risque d'écrasement par des véhicules ou engins	<ul style="list-style-type: none">✓ Ne pas franchir la signalisation et le balisage mis en place✓ Respecter les consignes de la personne chargée de la gestion du trafic✓ Ne pas passer derrière ou à proximité d'un engin sans l'accord du chauffeur✓ Ne pas couper la route d'un engin✓ Rester en dehors de la zone d'évolution des engins✓ Ne pas rester derrière un engin qui recule✓ Respecter une distance de sécurité de 1,50m par rapport à l'engin

Projection d'objets lors de l'aiguillage des fourreaux avec un système à air comprimé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas se situer en face du fourreau ✓ Port de lunette de protection obligatoire ✓ Accès interdit aux personnels ne participant pas à cette phase de travaux ✓ Sortir de la chambre d'arrivée et se situer au-dessus du fourreau
Risque d'écrasement lié à une manutention mécanique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sortir du blindage lors de sa manutention ✓ Accrocher le blindage à chaque extrémité ✓ Ne pas se situer à proximité ou sous une charge en manipulation
Risque d'écrasement lié à la chute de matériaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Maintenir une benne de sécurité de 0,40m le long de la tranchée ✓ Pas de stockage de matériel ou de matériaux le long de la tranchée ✓ Laisser dépasser le blindage d'au moins 15cm ✓ Port du casque obligatoire
Risque de projection d'éclats et de poussière lors de la découpe de matériaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accès interdit aux personnels ne participant pas à cette phase de travaux ✓ Port de protections individuelles adaptées ✓ Port de protection respiratoire à proximité ✓ Port de protection auditive adaptée à proximité ✓ Privilégier l'utilisation d'un système à eau lors de la découpe ✓ Ne pas se souffler de l'air pour se nettoyer (compresseur)
Risque de chute au niveau d'une dénivellation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des zones à risques au fur et à mesure de l'avancement des travaux ✓ Accès interdit aux personnels ne participant pas à cette phase de travaux
Risque de brûlure sur des zones ou un produit chaud mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Port de chaussure de sécurité adaptée et de vêtement couvrant à proximité ✓ Interdire l'accès aux zones chaudes aux personnes non autorisées ✓ Ne pas toucher aux produits avant refroidissement complet
Nuisance sonore	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bruit supérieur à 80dB, port de protection auditive à proximité
Risque de coupure	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Port d'équipement de protection adapté ✓ Utiliser le carter de protection adapté ✓ Eviter de toucher des pièces en rotation
Risque électrique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Travailler avec du matériel en bon état ✓ Utiliser des rallonges conformes à la réglementation et en bon état ✓ Faire intervenir une personne habilitée
risque d'écrasement lié à la chute de la machine	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tenir la machine par les poignées ✓ Interdire l'accès aux personnes inutiles ✓ S'assurer de la stabilité du terrain et poser les stabilisateurs au sol
Risque d'éboulement et retournement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Caler systématiquement les roues d'un véhicule à l'arrêt sur un terrain en pente ou glissant
Glissement de terrain	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas rester à proximité lors de remplissage de la benne ✓ Ne pas rester sur les côtés lors du levage de la benne ✓ Ne pas rester derrière lors du levage de la benne
Chute de matériaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accès interdit aux personnes non autorisées lors d'opération de manutention
Ecrasement lors de manutention	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas rester à proximité lors de la manutention
Basculement du véhicule	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Se faire guider lors du déchargement ✓ Toujours lever la benne sur un sol stable ✓ Ne pas rouler avec la benne levée lors du déplacement sur la route ✓ Poser les stabilisateurs au sol lors de l'utilisation de la grue
Contact avec de la poussière	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas rester à proximité de la machine lors du fonctionnement ✓ Port de protections individuelles adaptées

Risque d'inflammation ou d'explosion du produit	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas approcher avec une flamme ou un objet incandescent lors de la manipulation ou lorsqu'il y a une odeur de carburant ✓ Ne pas approcher avec une source d'inflammation du lieu de stockage ou du lieu d'utilisation ✓ Eviter d'inhaler les vapeurs ✓ Bien ventiler en milieu confiné
Risque d'irritation, de dessèchement et de gerçures de la peau	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Eviter le contact du produit et des eaux d'écoulements avec la peau ✓ Ne pas rester en contact avec le produit ✓ Port de gants imperméables et résistant aux hydrocarbures, aux solvants ✓ Port de botte de sécurité imperméable ✓ Ne pas se laver les mains ou une partie du corps avec de l'essence et autres carburant ✓ Port de vêtements de protection couvrants et résistant aux solvants
Risque de somnolence et de vertige	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas rester dans un local où il y a une forte odeur de carburant, de solvant ✓ Aérer le local lors de l'utilisation de produit
Risque d'irritation des yeux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Eviter le contact avec les yeux ✓ Port de lunette de protections hermétiques si nécessaire
Risque de lésions oculaire	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Port de protection oculaire en cas de projection de de béton ✓ Se tenir éloigné lors de projection de béton
Risque d'irritations des voies respiratoires	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Port de masque de type F3 en cas de présence de poussières de ciment dans l'air ✓ Limitation de l'accès à la zone ✓ Ventilation forcée en espace clos
Risque d'intrusion de piétons dans la zone de travaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place un affichage et un balisage adapté ✓ Mettre en place une séparation entre la zone piétonne et la zone de travaux ✓ Assurer un cheminement sécurisé pour les piétons ✓ Guider et accompagner les tiers ✓ Maintenance quotidienne du balisage
Risque de chute dans l'eau, noyade	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place des barrières ou un système de balisage ✓ Mettre à disposition du personnel un gilet de sauvetage et une barque
Risque de chute de hauteur (dénivelé)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place des barrières ou un système de balisage ✓ Si besoin, équiper le personnel d'un système antichute
Risque de chute de matériaux ou de matériel	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne pas intervenir lorsque des ouvriers travaillent au-dessus du lieu d'intervention ✓ Port du casque de sécurité obligatoire ✓ Ne pas se situer sous une charge en mouvement
Risque de chute de mobilier urbain	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place un étalement lors d'une fouille à proximité du mobilier urbain ✓ Mettre en place une protection mécanique autour des éléments
Risque de contact électrique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faire une DICT ou une demande de plan de réseau en site privé ✓ Faire une demande de consignation de ligne ✓ Faire une demande d'isolation des conducteurs électriques ✓ Garder une distance de sécurité minimale de 5 mètres par rapport au réseau supérieur à 50 000V ✓ Garder une distance de sécurité minimale de 3 mètres par rapport au réseau inférieur à 50 000V ✓ Mettre en place un gabarit au niveau des zones de passage
Risque de chute des poteaux et des pylônes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place un étalement lors d'une fouille à proximité des poteaux ✓ Mettre en place une protection mécanique des pieds des pylônes
Travaux à proximité de réseaux enterrés	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Établissez les Déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) ✓ Exécutez impérativement les travaux sous consignation électrique ✓ Repérez et détectez les réseaux avant intervention ✓ Respectez les distances de sécurité en fonction de la nature et type de réseaux ✓ Formez et habilez les opérateurs, et remettez-leur le livret de prescriptions

Utilisation d'appareils de levage de charges	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez périodiquement les appareils de levage ✓ Rédigez un mode opératoire et présentez-le au personnel ✓ Indiquez et respectez la charge maximale d'utilisation de l'appareil (CMU) ✓ Désignez un chef de manœuvre ✓ Formez le personnel à la conduite des appareils de levage et à l'élingage et délivrez-leur les autorisations de conduite
Manutention de matériels et matériaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions dans la mesure du possible ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles (stockages, conditionnements...) ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges (Chariots pour pilonneuses, chariots motorisés, mecalac...) ✓ Balisez les zones interdites à la circulation ✓ Désignez un chef de manœuvre
Travaux de fouilles et de terrassement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédigez un mode opératoire et présentez-le au personnel. ✓ Réalisez le talutage adapté au terrain ✓ Mettez en place un blindage et/ou un boisage ✓ Neutralisez les réseaux souterrains à proximité ✓ Évaluez le risque en mesurant la qualité de l'air ambiant ✓ Pensez à mettre en place un dispositif d'aspiration et/ou de ventilation si nécessaire associé à des détecteurs collectifs ou individuels de polluants ✓ Portez les EPI et vêtements de travail adaptés
Circulation de personnes dans une zone de véhicules et engins	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Établissez un plan de circulation piétons et engins ✓ Prévoyez de mettre en place des protections lourdes en périphérie du chantier ✓ Matérialisez les voies et les cheminements ✓ Équipez les véhicules et engins de dispositifs de contrôle visuel, de détection et d'avertisseurs ✓ Désignez et formez un signaleur pour guider les manœuvres ✓ Pour assurer la protection de vos opérateurs, équipez toutes les personnes sur le chantier de vêtements à haute visibilité ✓ Pensez à réglementer l'usage du téléphone portable sur le chantier
Chute de hauteur	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place des protections collectives sur la zone de travail (garde-corps en tête des fouilles et talus...) ✓ Équipez les blindages de garde-corps en tête en les laissant dépasser de la tranchée de 1 m (Idem pour les tranchées boisées) ✓ Sécurisez les accès par échelles attachées en tête et passerelles pour «enjamber» les tranchées
Lombalgie / TMS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Dans la mesure du possible, mécanisez les tâches ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (chariots motorisés, diables...) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles
Incendie / explosion	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Établissez les Déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) ✓ Repérez et détectez les réseaux avant intervention ✓ Matérialisez le risque "gaz" sur les plans remis aux opérateurs ✓ Organisez les secours et formez votre personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'explosion.
Eboulement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédigez un mode opératoire et présentez-le au personnel ✓ Réalisez le talutage adapté au terrain ✓ Pensez à mettre en place un blindage et/ou un boisage ✓ Formez le personnel aux techniques de sécurisation des fouilles ✓ Organiser les secours

GROS-OEUVRE

RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Risque chimique</u> <u>Risque poussières</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Repérez les produits dangereux via la fiche de données de sécurité ✓ Equipez les ponceuses d'aspirateurs de poussières ✓ Portez les EPI adaptés ✓ Prévoyez si possible une douche dans les cantonnements pour les travaux salissants
<u>Chute de hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place des accès sécurisés (échelles, escalier provisoires...) Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail. ✓ Rédigez un mode opératoire et partagez-le avec les opérateurs du chantier ✓ Utilisez des élévateurs de personnes (PEMP) en suivant les préconisations du constructeur ✓ Choisissez des échafaudages à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Réaliser des plans d'échafaudage et d'étalement ✓ Utilisez des plateformes individuelles roulantes pour les travaux jusqu'à 4 mètres de hauteur ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages ✓ Mettre en place des protections collectives en rive de dalle et/ou plaqué ✓ Complétez les protections périphériques (trémies, rives, ...) et les cheminements sur toitures... ✓ Définissez les points d'ancrage pour les dispositifs antichute ✓ Consultez régulièrement les services météo
<u>Lombalgie et Troubles Musculosquelettiques</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les livraisons et certaines tâches ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles (nature des conditionnements...) ✓ Utilisez des silos à matériaux ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (chariots, treuils...) ✓ Mécanisez les tâches ✓ Utilisez un appareil de levage après avoir procédé à son examen d'adéquation ✓ Organisez et aménagez vos postes de travail ✓ Utilisez les aides à la manutention (transpalette, accessoires permettant une prise...) ✓ Choisir des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles ✓ Privilégiez la manutention à plusieurs lorsque la mécanisation est impossible
<u>Basculement, Renversement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez les voies de circulation ✓ Aménagez les zones de stockage ✓ Stabilisez les éléments montés en phase transitoire ✓ Procédez à l'examen d'adéquation et à la vérification des appareils de levage et de ses accessoires ✓ Vérifiez l'état des appuis avant de mettre en place les matériels d'échafaudage ou d'étalement ✓ Désignez un chef de manœuvre
<u>Risque électrique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple. ✓ Vérifiez les installations et les matériels électriques

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Testez les disjoncteurs différentiels à haute sensibilité ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions ainsi que les EPI spécifiques
<u>Scellement à la résine</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Utilisez un perforateur avec aspiration à la source ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (lavage des mains...) ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants, lunettes, vêtements de travail, protection respiratoire selon FDS)
<u>Utilisation d'échafaudages</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choisissez le matériel le plus adapté à vos travaux et indiquez la CMU sur les plateaux (classe 6) ✓ Formez votre personnel à l'utilisation des échafaudages ✓ Privilégiez le matériel à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Rédigez un mode opératoire incluant le plan d'échafaudage (de pied) et mettez-le à disposition de tous les utilisateurs ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur ✓ Vérifiez les échafaudages à leur mise en service ✓ Testez les ancrages de votre échafaudage ✓ Stabilisez l'équipement avant usage
<u>Talochage, lissage, ragréage et enduisage</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les tâches (machines à projeter l'enduit...) à chaque fois que cela est possible ✓ Organisez au mieux les temps de travail et les postes.
<u>Mise en œuvre de ciment gâché, béton ou mortier frais</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Mécanisez les tâches de malaxage dans la mesure du possible ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (lavage des mains...) ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants lunettes)
<u>Décapage chimique (surface, façades...)</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Remplacez le produit par un autre, moins dangereux (substitution des décapants à base de dichlorométhane) ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (lavage des mains...) ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants, lunettes, vêtements de travail)
<u>Manutention de matériels et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles (stockages, conditionnements...) ✓ Mécanisez les manutentions et adaptez les conditionnements (silos de matériaux) ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers ✓ Balisez les zones interdites à la circulation ✓ Aménagez et entretenez les voies de circulation ✓ Désignez un chef de manœuvre
<u>Risque chimique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Récupérez la fiche de données de sécurité (FDS) ✓ Évaluez les risques des produits ✓ Remplacez les produits dangereux par d'autres, moins dangereux, voire inoffensifs (pas de dichlorométhane, moins de teneur en COV, carburants sans benzène, produits à l'eau...) ✓ Portez des EPI indiqués dans la FDS
<u>Bruit</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisez des mesures de bruit ✓ Choisissez des machines moins bruyantes lors des renouvellements ✓ Fournissez des véhicules insonorisés à vos collaborateurs ✓ Procédez périodiquement à l'entretien et aux vérifications du matériel ✓ Fournissez l'EPI adapté aux valeurs mesurées
<u>Réalisation de murs en maçonneries</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faites-vous livrer des parpaings retournés (trous vers le bas) ✓ Utilisez des silos à mortier sec

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Utilisez des élévateurs de personnes (tables à maçonner ou PEMP) ✓ Étayez les pignons ✓ Montez les maçonneries "par passes" ✓ Rédigez et présentez au personnel un mode opératoire
<u>Travaux, circulation ou accès en hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place les protections collectives sur la zone de travail (dispositifs de garde-corps périphériques, plateformes protégées, tables à maçonner, échafaudages...) ✓ Prévoyez et sécurisez les accès
<u>Déplacement sur sol encombré inégal ou glissant</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez les différentes zones de chantier (stockage, cantonnements...) ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation
<u>Utilisation d'appareils de levage de charges</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Vérifiez périodiquement les appareils de levage ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur ✓ Rédigez un mode opératoire et mettez-le à disposition de vos opérateurs ✓ Désignez un chef de manœuvre qui commandera les opérations de levage et disposera d'une radio pour communiquer avec le grutier ✓ Formez votre personnel à l'élingage ✓ Formez les conducteurs au CACES R377 et délivrez-leur les autorisations de conduite ✓ Consultez quotidiennement le service météo

ECHAFAUDEUR	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Travaux, circulation ou accès en hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faites la promotion des échafaudages à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Utilisez des élévateurs de personnes pour la préparation (ancrages) et les finitions (pose de filets, bâches, auvents pare-gravas...) ✓ Prévoyez et sécurisez les accès ✓ Portez les EPI antichute si la protection collective est inexistante.
<u>Utilisation d'élévateur de personnes</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Procédez à l'adéquation et aux vérifications périodiques des appareils de levage ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur (en particulier la CMU) ✓ Rédigez un mode opératoire et mettez-le à disposition de vos opérateurs ✓ Autorisez les conducteurs des PEMP (après aptitude médicale, formation et examen de conduite --> CACES R386)
<u>Circulation de personnes dans une zone de véhicules et engins</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Établissez un plan de circulation piétonne ✓ Matérialisez les voies, les cheminements et les zones de travail "fixes" ✓ Formez et fournissez les autorisations aux conducteurs de PEMP (CACES R386) ✓ Désignez et formez un signaleur pour les manœuvres des véhicules et engins ✓ Équipez toutes les piétons sur le chantier de vêtements à haute visibilité
<u>Manutention de matériels et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez les accessoires de manutention adaptés aux charges et aux chantiers ✓ Balisez les zones interdites à la circulation
<u>Lombalgie / TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (chariots, treuils...) ✓ Mécanisez les levages dès que possible

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles et antiblocages
<u>Chute de Hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail. ✓ Utilisez des élévateurs de personnes(PEMP) ✓ Réalisez des plans d'échafaudage et d'étalement ✓ Faites la promotion des échafaudages à montage et démontage en sécurité(MDS) ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages ✓ Portez les dispositifs de protection individuelle antichute adaptés
<u>Risque électrique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Repérez et détectez les réseaux avant intervention ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple ✓ Après les avoir formés, délivrez à vos salariés les habilitations électriques obligatoires et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques.
<u>Effondrement lié aux surcharges</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisez des plans d'échafaudage et d'étalement ✓ Rédigez un mode opératoire et présentez-le au personnel ✓ Neutralisez la zone de montage ✓ Respectez scrupuleusement la notice d'utilisation du fabricant (en particulier les moyens d'assurer la stabilisation en phase provisoire et les charges maximales d'utilisation...) ✓ Testez les ancrages ✓ Réceptionnez les échafaudages
CHARPENTE COUVERTURE	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Assemblage en élévation et contreventement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Privilégiez l'assemblage au sol de l'ouvrage dans une zone propre, plane et bien balisée ✓ Pensez à rédiger un mode opératoire à destination de votre personnel ✓ Réceptionnez les supports préalablement à la pose ✓ Prévoir et mettre en place une stabilisation en phase transitoire (étaisements, contreventements...)
<u>Utilisation d'élévateurs de personne</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Choisissez la PEMP la plus adaptée à vos interventions et réalisez son examen d'adéquation ✓ Vérifiez régulièrement votre matériel ✓ Fournissez la notice d'utilisation du matériel à vos collaborateurs ✓ Formez les conducteurs de PEMP en vue du CACES R386 et délivrez-leur une autorisation de conduite ✓ Utilisez un harnais de sécurité si la notice le précise
<u>Circulation de personnes dans une zone de véhicules et engins</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Etablissez un plan de circulation piétons et engins ✓ Matérialisez les voies et les cheminements ✓ Equipez les véhicules et engins de dispositifs de contrôle visuel, de détection et d'avertisseurs ✓ Désignez et formez un signaleur pour guider les manœuvres ✓ Equipez toutes les personnes sur le chantier de vêtements à haute visibilité
<u>Utilisation de machines portatives ou guidées à la main</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Évaluez l'exposition aux nuisances (bruit, vibrations, poussières...) ✓ Choisissez des modèles anti vibratile et anti torsion ✓ Mettez en place un aspirateur relié à la machine ✓ Suivez les préconisations du constructeur

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez régulièrement l'outillage portatif et les installations électriques ✓ Portez les EPI et vêtements de travail adaptés
<u>Utilisation d'appareils de levage de charges</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Vérifiez périodiquement les appareils de levage ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur ✓ Rédigez un mode opératoire et mettez-le à disposition de vos opérateurs ✓ Désignez un chef de manœuvre qui commandera les opérations de levage et disposera d'une radio pour communiquer avec le grutier ✓ Formez votre personnel à l'élingage ✓ Formez les conducteurs au CACES R390 et délivrez-leur les autorisations de conduite ✓ Consultez quotidiennement le service météo
<u>Utilisation d'échafaudages de pied ou roulant</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choisissez le matériel le plus adapté à vos travaux et indiquez la CMU sur les plateaux ✓ Formez votre personnel à l'utilisation des échafaudages ✓ Privilégiez le matériel à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Rédigez un mode opératoire incluant le plan d'échafaudage (de pied) et mettez-le à disposition de tous les utilisateurs ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur ✓ Vérifiez les échafaudages à leur mise en service ✓ Testez les ancrages de votre échafaudage ✓ Stabilisez l'équipement avant usage
<u>Risque électrique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple. ✓ Vérifiez les installations et les matériels électriques ✓ Testez les disjoncteurs différentiels à haute sensibilité ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions ainsi que les EPI spécifiques ✓ Établissez les DR et les DICT ✓ Repérez les réseaux avant intervention ✓ Utilisez des transformateurs à séparation de circuit ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple ✓ Vérifiez les installations et les matériels électriques ✓ Testez les disjoncteurs différentiels à haute sensibilité ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques.
<u>Chute de Hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Privilégiez l'assemblage au sol de l'ouvrage dans une zone propre, plane et bien balisée ✓ Mettez en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail! ✓ Utilisez des plateformes individuelles roulantes pour les travaux jusqu'à 4 mètres de hauteur ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages ✓ Utilisez une PEMP et procédez à son examen d'adéquation ✓ Mettez en place des filets antichute et des protections en bas de pente et en rives latérales ✓ En cas d'impossibilité d'utiliser une protection collective, équipez vos opérateurs

	<ul style="list-style-type: none"> de harnais de sécurité et d'un dispositif antichute ✓ Rédigez un mode opératoire et partagez-le avec les opérateurs du chantier ✓ Mettez en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). <i>Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail.</i> ✓ Utilisez des élévateurs de personnes (PEMP) en suivant les préconisations du constructeur ✓ Choisissez des échafaudages à montage et démontage en sécurité(MDS) ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages ✓ Complétez les protections périphériques (trémies, rives, ...) ✓ Définissez les points d'ancrage pour les dispositifs antichute ✓ Consultez régulièrement les services météo ✓ Rédigez un mode opératoire et partagez-le avec les opérateurs du chantier ✓ Mettez en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail. ✓ Utilisez des élévateurs de personnes(PEMP) en suivant les préconisations du constructeur ✓ Choisissez des échafaudages à montage et démontage en sécurité(MDS) ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages ✓ Complétez les protections en périphérie de toiture (rives, faitage, bas de pente...) ✓ Définissez les points d'ancrage pour les dispositifs antichute ✓ Consultez régulièrement les services météo
<u>Coupure, Sectionnement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choisissez un modèle de gants et des vêtements anti-coupure ✓ Vérifiez régulièrement le maintien en conformité des machines et des équipements de travail ✓ Utilisez de préférence des outils limitant le risque de blessures, par exemple des lames rétractables automatiques...
<u>Basculement</u> <u>Renversement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez les voies de circulation ✓ Aménagez les zones de stockage ✓ Procédez à l'examen d'adéquation et à la vérification des appareils de levage et de leurs accessoires ✓ Utilisez de préférence des échafaudages à montage et démontage en sécurité ✓ Désignez un chef de manœuvre
<u>Lombalgie / TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les livraisons et la pose pour réduire les efforts physiques fournis par vos compagnons ✓ Utilisez un appareil de levage après avoir procédé à son examen d'adéquation ✓ Aménagez vos VUL (aides à la manutention des charges lourdes, plans de travail adaptés aux tâches...) ✓ Utilisez les aides à la manutention (transpalettes, accessoires permettant une prise...) ✓ Privilégiez la manutention à plusieurs lorsque la mécanisation est impossible ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (chariots, treuils...) ✓ Mécanisez les tâches ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles ✓ Portez des vêtements de travail avec des genouillères intégrées ✓ Organisez les livraisons de manière à éviter les manutentions manuelles ✓ Organisez les levages (monte-matériaux, chariot élévateur, grue...) ✓ Organisez le poste de travail et les temps de travail ✓ Prévoyez les accessoires de manutention sur le chantier (transpalettes, chariots...) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles
<u>Manutention de matériels</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Balisez les zones interdites à la circulation

<u>et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles (stockages, conditionnements...) ✓ Désignez un chef de manœuvre ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges (chariots, diables, lèves-matériaux...) ✓ Pensez à l'aménagement et l'entretien des voies de circulation ✓ Dans la mesure du possible, essayez de mécaniser les manutentions ✓ Organisez le travail de manière à limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez des accessoires de manutention adaptés aux charges et aux chantiers ✓ Balisez les zones interdites à la circulation ✓ Désignez un chef de manœuvre
<u>Travaux, circulation ou accès en hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place les protections collectives sur la zone de travail : dispositifs de garde-corps périphériques, échafaudages , PEMP , consoles ,plancher de travail sur rampant , planchers sur toitures en matériaux fragiles ...) ✓ Prévoyez et sécurisez les accès
<u>Pose de filets (grandes mailles)</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Confiez ces travaux à une entreprise spécialisée ✓ Choisissez des filets conformes à la norme NF 1263-1 et respectez les conditions d'installations selon les prescriptions du fabricant et suivant la norme NF 1263-2 ✓ Rédigez un mode opératoire et présentez-le aux opérateurs ✓ Balisez les zones interdites à la circulation ✓ Organisez et aménagez les temps de travail ✓ Utilisez un élévateur de personnes ✓ Utilisez les EPI adaptés ✓ Assurez le maintien en état des filets pendant la durée du chantier et en fonction de la date limite d'utilisation
<u>Levage des éléments de charpente</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sécurisez les zones d'intervention ✓ Procédez à l'adéquation et aux vérifications périodiques des appareils de levage ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur (en particulier la CMU) ✓ Rédigez un mode opératoire et mettez-le à la disposition de vos opérateurs ✓ Désignez un chef de manœuvre qui commandera les opérations de levage ✓ Formez votre personnel à l'élingage ✓ Prévoyez en amont les dispositifs de stabilisation provisoire
<u>Utilisation d'élévateurs de personnes</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Procédez à l'adéquation et aux vérifications périodiques des appareils de levage ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur (en particulier la CMU) ✓ Rédigez un mode opératoire et mettez-le à la disposition de vos opérateurs ✓ Autorisez les conducteurs des PEMP (après aptitude médicale, formation et examen de conduite - CACES)
<u>Risque de fracture et/ou d'entorse lié au blocage de l'outil</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Utilisez des machines à brider et/ou aimantées ✓ Choisissez des machines équipées de systèmes anti-torsion ✓ Procédez périodiquement à l'entretien et aux vérifications du matériel ✓ Privilégiez une utilisation à 2 mains (poignée secondaire) des machines
<u>Rayonnements</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place des panneaux ou écrans anti-rayonnements ✓ Balisez les zones interdites à la circulation (tirs radios) ✓ Adaptez la position des lasers hors du champ visuel des opérateurs ✓ Fournissez les EPI adaptés (lunettes et vêtements de protection) ✓ Formez le personnel aux risques liés aux rayonnements ionisants
<u>Pose et dépose de protections collectives hors échafaudages</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédigez un mode opératoire et partagez-le avec les opérateurs ✓ Utilisez un appareil de levage de personnes (PEMP par exemple) ✓ Mettez en place un dispositif antichute

	✓ Organisez les temps de travail
<u>Utilisation d'échafaudages</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choisissez le matériel le plus adapté à vos travaux et indiquez la CMU sur les plateaux (choisir les classes 4 à 6) ✓ Formez votre personnel à l'utilisation des échafaudages ✓ Privilégiez le matériel à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Rédigez un mode opératoire incluant le plan d'échafaudage (de pied) et mettez-le à disposition de tous les utilisateurs ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur ✓ Vérifiez les échafaudages à leur mise en service ✓ Testez les ancrages de votre échafaudage ✓ Stabilisez l'équipement avant usage
<u>Utilisation d'appareils de levage des charges</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ ménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Procédez à l'examen d'adéquation et aux vérifications périodiques des appareils de levage ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur (en particulier la CMU) ✓ Rédigez un mode opératoire et mettez-le à disposition de vos opérateurs. ✓ Désignez un chef de manœuvre qui commandera les opérations de levage ✓ Formez votre personnel à l'élingage
<u>Risque lié aux variations de température</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez et aménagez les temps de travail en période de canicule ✓ Fournir des véhicules et engins climatisés ✓ Approvisionnez les postes de travail en boissons fraîches (non alcoolisées !) ✓ Complétez les vêtements de travail (gilet d'hiver, gants et chaussures fourrées...) ✓ Consultez régulièrement les services météo
<u>Risque de poussières</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mesurez les empoussièrlements ✓ Reliez les machines à un aspirateur ✓ Pensez à fournir les EPI et vêtements de travail adaptés ✓ PLOMB et AMIANTE : Formations obligatoires pour l'encadrement et les opérateurs et méthodologie spécifique à mettre en place.

ETANCHEITE	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Manutention de matériels et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions dès que cela est possible ✓ Organiser le travail pour limiter les manutentions manuelles (stockages, conditionnements...) ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges (Chariots, diables, lève-matériaux...) ✓ Aménagez et entretenez les voies de circulation
<u>Application de produits bitumineux à chaud</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits (FDS) mis en œuvre sur chantier ✓ Remplacez les produits par d'autres mis en œuvre à basse température ✓ Utilisez les EPI décrits dans la FDS ✓ Utilisez des chaussures à semelles isolantes ✓ Fournissez des boissons fraîches
<u>Pose et dépose de protections collectives hors échafaudages</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédigez un mode opératoire et partagez-le avec les opérateurs ✓ Utilisez un appareil de levage de personnes (PEMP par exemple), ✓ Mettez en place un dispositif antichute ✓ Organisez les temps de travail
<u>Utilisation d'appareils de levage de charges</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Procédez à l'adéquation et aux vérifications périodiques des appareils de levage

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur (en particulier la CMU) ✓ Rédigez un mode opératoire et mettez-le à disposition de vos opérateurs ✓ Désignez un chef de manœuvre qui commandera les opérations de levage ✓ Formez votre personnel à l'élingage
<u>Application d'enduits d'imprégnation à froid</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (lavage des mains...) ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants, lunettes, vêtements de travail, protection respiratoire)
<u>Chute de hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédigez un mode opératoire et le partagez-le avec les opérateurs du chantier ✓ Mettez en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail. ✓ Utilisez des élévateurs de personnes (PEMP) en suivant les préconisations du constructeur ✓ Choisissez des échafaudages à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages ✓ Complétez les protections en périphérie de terrasse (rives, faitage, bas de pente...) ✓ Définissez les points d'ancrage pour les dispositifs antichute
<u>Lombalgie / TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (brouettes motorisés, diables...) ✓ Mécanisez les tâches (aspiration des graviers...) ✓ Mettez en œuvre des produits en conditionnements plus légers (rouleaux de 25kg) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles ✓ Portez des vêtements de travail avec des genouillères intégrées
<u>Incendie / Explosion</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Repérez les réseaux avant intervention ✓ Mettez en place un plan d'évacuation et de secours et formez le personnel à la conduite à tenir ✓ Organisez la zone de travail ✓ Fournissez les extincteurs adaptés à proximité des points de feu ✓ Formez le personnel au risque incendie et à la manipulation des extincteurs ✓ Utilisation des bouteilles de gaz et des chalumeaux : équipez le poste oxyacétylénique de clapets anti-retour, vérifiez la fermeture des bouteilles et la purge des boyaux en fin de poste ✓ Mettez en place une procédure de permis de feu sur les sites occupés
<u>Bruit</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisez des mesures de bruit ✓ Choisissez des machines moins bruyantes lors des renouvellements ✓ Procédez périodiquement à l'entretien et aux vérifications du matériel ✓ Fournissez l'EPI adapté aux valeurs mesurées

MENUISERIE	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Utilisation d'appareils de levage des charges</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Vérifiez périodiquement les appareils de levage ✓ Formez les conducteurs au CACES R389 et délivrez-leur les autorisations de conduite
<u>Application de colles, primaires ou vernis</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Créez un local spécifiquement adaptés à ces activités ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur à l'atelier ✓ Remplacez les produits les plus dangereux ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (lavage des mains...)

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (masque respiratoire, gants, lunettes, vêtements de travail)
<u>Projection, rejet</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Implantez les machines en prêtant attention aux zones de rejet et mettez en place des écrans mobiles ✓ Vérifiez régulièrement l'état de conservation du matériel et maintenez le matériel en conformité (rouleaux et linguets antirejet, couteau diviseur des scies, rouleaux presseurs...) ✓ Utilisez les "presseurs" et des "serre-pièces" sur les toupies ✓ Aménagez le poste de travail avec établi pour bloquer les pièces à préfabriqué ✓ Affichez les consignes d'utilisation sur chaque machine
<u>Lombalgie / TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez au mieux les flux dans l'atelier et aménagez les postes de travail de manière adéquate ✓ Organiser les stockages ✓ Mécanisez les levages (Potences de levage avec palonniers à ventouses pour les panneaux, chariot élévateur...) ✓ Utilisez les aides à la manutention (transpalette, chariots, accessoires permettant une prise...) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles
<u>Coupure ou sectionnement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez régulièrement l'état de conservation du matériel et maintenez le matériel en conformité (protecteurs, carters, couteau diviseur des scies, capes de protection...) ✓ Utilisez des "pousseurs" et des "serre-pièces" ✓ Aménagez le poste de travail avec un établi pour bloquer les pièces à préfabriqué ✓ Portez des gants anti-coupures et utilisez des ventouses pour manipuler les produits verriers ✓ Choisissez des couteaux à lame rétractable automatique ✓ Pensez à afficher les consignes d'utilisation sur chaque machine

CLOISON – FAUX-PLAFOND	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Manutention de matériels et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (relève-plaques, chariots motorisés, lève-plaques, grue auxiliaire...) ✓ Balisez les zones interdites à la circulation ✓ Désignez un chef de manœuvre
<u>Isolation avec des laines ou fibres minérales ou organiques</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des matériaux ✓ Évaluez le risque par la mesure de l'empoussièrement ✓ Portez les EPI adaptés au risque ✓ Équipez les installations sanitaires de douches
<u>Travaux, circulation ou accès en hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place les protections collectives sur la zone de travail (planchers de travail avec garde-corps périphériques, échafaudages roulants...) ✓ Remplacez les escabeaux par des plateformes individuelles roulantes légères ou PIRL
<u>Utilisation de machines portatives ou guidées à la main</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Évaluez l'exposition aux nuisances (bruit, vibrations, poussières...) ✓ Choisissez des modèles anti vibratile et anti blocage (tronçonneuses à débrayage) ✓ Aspirez systématiquement les poussières ✓ Suivez les préconisations du constructeur :

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez régulièrement l'outillage portatif et les installations électriques ✓ Portez les EPI et les vêtements de travail adaptés
<u>Utilisation d'appareils de levage des charges</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Procédez à l'adéquation et aux vérifications périodiques des appareils de levage ✓ Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur (en particulier la CMU) ✓ Rédigez un mode opératoire et mettez-le à disposition de vos opérateurs ✓ Désignez un chef de manœuvre qui commandera les opérations de levage ✓ Formez votre personnel à l'élingage
<u>Lombalgie / TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Mécanisez les tâches (Machines à bandes pour le placo, machines à projeter le plâtre ou l'enduit) ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (relève-plaques, chariots motorisés, lève-plaques, grue auxiliaire...) ✓ Remplacez les escabeaux et/ou échelles par des plateformes individuelles roulantes légères ou PIRL ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles
<u>Risque de poussières</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pensez à mesurer les empoussièrlements ✓ Reliez les machines à un aspirateur ✓ Fournissez les EPI et vêtements de travail adaptés ✓ AMIANTE : Formations obligatoires pour l'encadrement et les opérateurs et méthodologie spécifique à mettre en place
<u>Chute de hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédigez un mode opératoire et le partagez-le avec les opérateurs du chantier ✓ Mettez en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail. ✓ Choisissez des échafaudages à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages Téléchargez notre affiche sur les points de vérification ✓ Mettez en place les protections collectives sur la zone de travail (planchers de travail avec garde-corps périphériques, échafaudages roulants...) ✓ Remplacez les escabeaux par des plateformes individuelles roulantes légères ou PIRL
<u>Coupure ou sectionnement</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez régulièrement l'état de conservation du matériel et maintenez le matériel en conformité (carters...) ✓ Aménagez le poste de travail de découpe ✓ Choisissez des couteaux à la merétractable automatique
<u>Bruit</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Évaluez le risque par la mesure du bruit ✓ Lors des renouvellements, recherchez des matériels moins bruyants ✓ Portez les EPI adaptés

REVETEMENTS SOLS ET MURS	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Talochage, lissage, ragréage et enduisage</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les tâches (machines à jointoyer, éponges électriques...) dès lors que cela est possible. ✓ Optez pour la mise en œuvre de produits techniques auto-nivelant ✓ Utilisez des chariots ergonomiques mobiles (position agenouillée ou assise) ✓ Portez des genouillères de type "hygrovet" incorporées au vêtement de travail
<u>Découpe de matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Privilégiez l'utilisation d'une "carrelette" non émissive. ✓ Utilisez une scie à eau

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Équipez votre tronçonneuse (ou meuleuse d'angle) d'un aspirateur ✓ Portez les EPI adaptés aux poussières générées
<u>Manutention de matériels et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions dans la mesure du possible ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles (stockages, conditionnements...) ✓ Choisissez des accessoires de manutention et des appareils de levage adaptés aux charges (chariots avec mise à niveau, diables, lèves-matériaux...)
<u>Utilisation de machines portatives ou guidées à la main</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Évaluez les niveaux de bruit sur vos chantiers ✓ Lors de leur renouvellement, recherchez des machines moins bruyantes ✓ Choisissez des machines avec systèmes de débrayage automatique(en cas de blocage...) et anti-vibratiles ✓ Vérifiez les machines au moins 1 fois par an afin de garantir leur maintien en conformité (protecteurs, commandes, câbles ou flexibles ...) ✓ Fournissez des rallonges ou coffrets de distribution munis de disjoncteurs différentiels à haute sensibilité (30mA) et testez-les une fois par mois ✓ N'oubliez pas de fournir à vos équipes les EPI adaptés
<u>Mise en œuvre de ciment gâché, béton et mortier frais</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Rappelez à vos équipes les consignes d'hygiène (lavage des mains...) ✓ Équipez vos salariés avec des EPI spécifiques (gants lunettes vêtements de travail)
<u>Lombalgie, TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez le travail de manière à limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez des accessoires de manutention et des appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (chariots motorisés, diables...) ✓ Mécanisez les tâches (machines à jointoyer, éponges électriques...) dans la mesure du possible ✓ Mettez en œuvre des produits plus "techniques" (autonivelant, ...) ✓ Utilisez des chariots ergonomiques mobiles (position agenouillée ou assise) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles ✓ Portez des vêtements de travail avec des genouillères intégrées
<u>Risque électrique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple ✓ Vérifiez les installations et les matériels électriques ✓ Fournissez des rallonges ou coffrets de distribution munis de disjoncteurs différentiel à haute sensibilité (30mA) et testez-les 1 fois par mois ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions ainsi que les EPI spécifiques
<u>Bruit</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisez des mesures de bruit ✓ Choisissez des machines moins bruyantes lors des renouvellements ✓ Procédez périodiquement à l'entretien et aux vérifications du matériel ✓ Fournissez l'EPI adapté aux valeurs mesurées
<u>Risque chimique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Récupérez les fiches de données de sécurité (FDS) ✓ Évaluez les risques des produits grâce à l'outil d'évaluation du risque chimique 100 % BTP ✓ Remplacez, dans la mesure du possible, les produits dangereux par d'autres, moins dangereux, voire inoffensifs (moins de teneur en COV, produits à l'eau...) ✓ Utilisez des produits prêts à l'emploi ✓ Portez des EPI indiqués dans la FDS

ELECTRICITE

RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Travaux, circulation ou accès en hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place les protections collectives sur la zone de travail (dispositifs de garde-corps périphériques, plateformes individuelles roulantes légères ou PIRL, échafaudages roulants, PEMP...) ✓ Prévoyez et sécurisez les accès
<u>Perforation, sciage, ponçage, piquage à sec du béton</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place un aspirateur relié à la machine ✓ Portez les lunettes et les EPI respiratoires adaptés aux poussières
<u>Utilisation de machines portatives ou guidées à la main</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Évaluez l'exposition aux nuisances (bruit, vibrations, poussières...) ✓ Choisissez des modèles anti-vibratiles et anti-torsion ✓ Mettez en place un aspirateur relié à la machine ✓ Suivez les préconisations du constructeur ✓ Vérifiez régulièrement l'outillage portatif et les installations électriques ✓ Portez les EPI et vêtements de travail adaptés
<u>Manutention de matériel et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions dans la mesure du possible ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez les accessoires de manutention adaptés aux charges et aux chantiers ✓ Balisez les zones interdites à la circulation
<u>Travaux électriques au voisinage d'éléments sous tension</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Priorisez les travaux hors tension ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple ✓ Vérifiez les installations et les matériels électriques ✓ Mettez en place et testez régulièrement les disjoncteurs différentiels à haute sensibilité (30mA) ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques. Voir notre dossier complet sur le risque électrique
<u>Déplacement sur sol encombré inégal ou glissant</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez les différentes zones de chantier (stockage, cantonnements...) ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation (rangement, nettoyage)
<u>Lombalgie / TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez les livraisons de manière à éviter les manutentions manuelles ✓ Privilégiez les manutentions mécaniques (tourets...) lorsque cela est possible, utilisez les aides à la manutention (transpalettes, chariots, déroule-tourets...) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles
<u>Risque de poussières</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Procédez aux campagnes de mesures d'empoussièrement ✓ Reliez les machines à un aspirateur ✓ Fournissez les EPI adaptés ✓ PLOMB et AMIANTE : Formations obligatoires pour l'encadrement et les opérateurs et méthodologies spécifiques à mettre en place.
<u>Bruit</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Évaluez le bruit sur les postes de travail Voir l'outil d'évaluation en ligne de l'INRS ✓ Choisir des machines moins bruyantes lors de leurs renouvellements ✓ Privilégiez les véhicules et engins avec un habitacle insonorisé ✓ Veillez à l'entretien et à la vérification régulière de vos véhicules et engins ✓ Fournissez à vos salariés l'EPI adapté aux valeurs mesurées
<u>Risque électrique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas

	<p>possible, pour des raisons de continuité de service par exemple</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez les installations et les matériels électriques ✓ Utilisez des enrouleurs avec section de câble H07RNF ✓ Mettez en place et testez les disjoncteurs différentiels à haute sensibilité (30mA) ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques. <p>Voir notre dossier complet sur le risque électrique</p>
<u>Chute de Hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place des accès sécurisés (escaliers provisoires...). Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail. ✓ Utilisez des équipements de travail adaptés : élévateurs de personnes(PEMP) en suivant les préconisations du constructeur, plateformes individuelles roulantes pour les travaux jusqu'à 4 mètres de hauteur et PIRL <p>Voir notre fiche pratique sur les PIR</p> <p>Choisissez des échafaudages à montage et démontage en sécurité (MDS)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez régulièrement vos équipements de travail ✓ Téléchargez notre affiche sur les points de vérification des échafaudages ✓ Veillez à la mise en place et la continuité des protections collectives en rive de dalle, autour des trémies...
PLOMBERIE – CLIMATISATION	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Utilisation de bouteille de gaz</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurez une bonne ventilation des locaux ✓ Équipez le poste de travail d'un extincteur ✓ Équipez le poste oxyacétylénique de clapets anti retour ✓ Vérifiez la fermeture des bouteilles et la purge des tuyaux en fin de poste.
<u>Travaux, circulation ou accès en hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place les protections collectives sur la zone de travail (dispositifs de garde-corps périphériques, plateformes individuelles roulantes légères ou PIRL, échafaudages roulants...) ✓ Prévoyez et sécurisez les accès
<u>Mise en œuvre de ciment gâché, béton et mortier frais</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (lavage des mains...) ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants lunettes vêtements de travail)
<u>Soudage (Arc, Gaz, Brasage, Soudo-brasage)</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurez une bonne ventilation des locaux (compléter avec un dispositif spécifique le cas échéant) ✓ Équipez le poste de travail d'un extincteur ✓ Portez les EPI spécifiques aux travaux de soudure
<u>Manutention de matériels et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions dans la mesure du possible ✓ Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez les accessoires de manutention adaptés aux charges et aux chantiers
<u>Travaux électriques au voisinage d'éléments sous tension</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Formez et habilitez les opérateurs pour les travaux d'ordre électrique
<u>Lombalgie / TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les livraisons et certaines tâches dans la mesure du possible. ✓ Utilisez un appareil de levage après avoir procédé à son examen d'adéquation (lève ballon) ✓ Organisez et aménagez vos postes de travail ✓ Utilisez les aides à la manutention (transpalette, accessoires permettant une prise...) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles ✓ Privilégiez la manutention à plusieurs lorsque la mécanisation est impossible
<u>Coupure ou</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez régulièrement l'état de conservation du matériel et maintenez le matériel

<u>sectionnement</u>	<p>en conformité (carters...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez le poste de travail avec un établi pour bloquer les pièces à préfabriqué ✓ Choisissez des couteaux à la merétractable automatique
<u>Chute hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail. ✓ Utilisez des élévateurs de personnes (PEMP) en suivant les préconisations du constructeur ✓ Utilisez des plateformes individuelles roulantes pour les travaux jusqu'à 4 mètres de hauteur Voir la fiche pratique ✓ Choisissez des échafaudages à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages Téléchargez l'affiche sur les points de vérification ✓ Veillez à la mise en place et la maintenance des protections collectives en rive de dalle
<u>Risque chimique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Connaître les produits par la fiche de données de sécurité ✓ Évaluer les risques des produits grâce à notre outil gratuit 100 % BTP ✓ Remplacez les produits dangereux ✓ Portez les EPI adaptés ✓ Sensibiliser les opérateurs au risque amiante
<u>Risque électrique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple. ✓ Vérifiez les installations et les matériels électriques ✓ Testez les disjoncteurs différentiels à haute sensibilité ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques.

PEINTURE	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Décapage chimique (surface, façades...)</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Remplacez le produit par un autre, moins dangereux (substitution des décapants à base de dichlorométhane) ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (lavage des mains...) ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants, lunettes, vêtements de travail)
<u>Talochage, lissage, ragréage et enduisage</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les tâches (machines à projeter l'enduit, machines à bandes pour le placo...) dans la mesure du possible
<u>Projection de peintures ou vernis en solution dans un solvant</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Remplacez le produit par un autre, moins dangereux (substitution : produit à plus faible teneur en COV, ou mieux produit à l'eau, par exemple) ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (douche...) ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants lunettes vêtements de travail)
<u>Travaux, circulation ou accès en hauteur</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettez en place les protections collectives sur la zone de travail (dispositifs de garde-corps périphériques, plateformes individuelles roulantes légères ou PIRL ,échafaudages roulants , PEMP...) ✓ Prévoyez et sécurisez les accès
<u>Application de peintures ou vernis en solution dans</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier ✓ Remplacez le produit par un autre, moins dangereux (substitution : produit à l'eau,

<u>un solvant</u>	par exemple) ✓ Rappelez les consignes d'hygiène (lavage des mains...) ✓ Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants lunettes vêtements de travail)
<u>Risque de poussières</u>	✓ Mesurez les empoussièrlements ✓ Reliez les machines à un aspirateur ✓ Fournissez les EPI et vêtements de travail adaptés ✓ PLOMB et AMIANTE : Formations obligatoires pour l'encadrement et les opérateurs et méthodologie spécifique à mettre en place
<u>Risque chimique</u>	✓ Récupérez la fiche de données de sécurité (FDS) ✓ Évaluez les risques des produits grâce à notre outil gratuit 100 % BTP ✓ Remplacez, dans la mesure du possible, les produits dangereux par d'autres, moins dangereux, voire inoffensifs (moins de teneur en COV, produits à l'eau...) ✓ Modifiez le mode d'application en privilégiant par exemple le rouleau plutôt que le pistolet ✓ Utilisez une station de lavage pour nettoyer les rouleaux et les brosses ✓ Portez les EPI indiqués dans la FDS
<u>Chute de hauteur</u>	✓ Mettez en place des accès sécurisés (échelles, escaliers provisoires...). Attention, l'échelle n'est pas un poste de travail. ✓ Utilisez des élévateurs de personnes (PEMP) en suivant les préconisations du constructeur ✓ Utilisez des plateformes individuelles roulantes pour les travaux jusqu'à 4 mètres de hauteur Voir notre fiche pratique sur les PIR ✓ Choisissez des échafaudages à montage et démontage en sécurité (MDS) ✓ Vérifiez régulièrement vos échafaudages Téléchargez notre affiche sur les points de vérification ✓ Veillez à la mise en place et la maintenance des protections collectives des baies, fenêtres et balcons
<u>Risque électrique</u>	✓ Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'appareil ou de l'installation (consignation électrique) ✓ Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple. ✓ Vérifiez les installations et les matériels électriques ✓ Testez les disjoncteurs différentiels à haute sensibilité ✓ Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques.
<u>Lombalgie / TMS</u>	✓ Organisez les livraisons de manière à éviter les manutentions manuelles ✓ Favorisez la mécanisation des tâches (machines à projeter l'enduit, machines à bandes pour le placo...) ✓ Prévoyez les accessoires de manutention sur le chantier (transpalette, chariots, déroule-tourets...) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles

SERRURERIE - METALLERIE	
RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
<u>Utilisation de machines ou matériels fixes</u>	✓ Évaluez les niveaux de bruit dans l'atelier ✓ Traitez « acoustiquement » les locaux et les machines ✓ Positionnez les machines en fonction de leur zone de rejet (pas de rejet dans une circulation ou vers un autre poste de travail...) ✓ Vérifiez les machines au moins une fois par an et garantissez leur maintien en

	<ul style="list-style-type: none"> conformité (protecteurs, arrêt d'urgence, ...) ✓ Vérifier l'installation électrique de l'atelier 1 fois par an ✓ Fournissez des accessoires de manutention ✓ Fournissez les EPI adaptés à l'atelier ✓ Affichez les consignes d'utilisation sur chaque machine
<u>Utilisation d'appareils de levage</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménagez et entretenez vos voies de circulation ✓ Vérifiez périodiquement les appareils de levage ✓ Indiquez et respectez la charge maximale d'utilisation de l'appareil (CMU) ✓ Formez le personnel à la conduite des appareils de levage et à l'élingage et délivrez-leur les autorisations de conduite.
<u>Travaux ou circulation dans une zone de masses mise en mouvement volontaire ou accidentel</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Matérialisez les voies et les cheminements ✓ Balisez les zones interdites à la circulation ✓ Formez-le(s) conducteur(s) des appareils de levage
<u>Manutention de matériels et matériaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanisez les manutentions dans la mesure du possible ✓ Organisez le travail dans l'atelier pour limiter les manutentions manuelles ✓ Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges (Chariots, transpalettes, pont roulant ...) ✓ Balisez les zones interdites à la circulation
<u>Soudage (Arc, Gaz, Brasage, Soudo-brasage)</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Évaluez le risque par la mesure de la qualité de l'air ambiant ✓ Assurez une bonne ventilation des locaux ✓ Utilisez des torches de soudage aspirantes ✓ Mettez en place une aspiration au plus près du bain de soudure (Bras mobile sur potence relié à la centrale d'aspiration, table aspirante, aspirateur mobile...) ✓ Portez les EPI spécifiques aux travaux de soudure ✓ Équipez l'atelier en extincteurs adaptés ✓ Vérifiez les installations électriques (1 fois par an)
<u>Bruit</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisez des mesures de bruit dans l'atelier ✓ Traitez les parois des locaux contre le bruit ✓ Isolez les machines bruyantes et le système d'aspiration ✓ Choisissez des machines moins bruyantes lors des renouvellements ✓ Fournissez à vos équipes l'EPI adapté aux valeurs mesurées
<u>Risque chimique</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Apprenez à connaître les produits via la fiche de données de sécurité ✓ Matériaux anciens à traiter : renseignez-vous sur les produits qui les recouvrent (minium de plomb en particulier...) ✓ Remplacez les produits dangereux ✓ Évaluez le risque par la mesure de la qualité de l'air ambiant ✓ Assurez une bonne ventilation des locaux ✓ Utilisez des torches de soudage aspirantes ✓ Mettez en place une aspiration au plus près du bain de soudure (Bras mobile sur potence relié à la centrale d'aspiration, table aspirante, aspirateur mobile...) ✓ Portez les EPI adaptés
<u>Projection, rejet</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Implantez les machines en prêtant attention aux zones de rejet ✓ Mettez en place des écrans mobiles ✓ Vérifiez régulièrement l'état de conservation du matériel et maintenez le matériel en conformité (carters et grilles de sécurité...) ✓ Aménagez le poste de travail avec établi et servantes pour positionner et bloquer les pièces à préfabriquer ou assembler ✓ Affichez les consignes d'utilisation sur chaque machine
<u>Coupure ou</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vérifiez régulièrement l'état de conservation du matériel et maintenez le matériel en

<u>Sectionnement</u>	<p>Conformité (protecteurs, carters, capes de protection...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Utilisez des outils de préhension pour manipuler les tôles et les copeaux métalliques ✓ Aménagez le poste de travail avec établi et servantes pour positionner et bloquer les pièces à préfabriquer ou assembler ✓ Portez des gants anti-coupures ✓ Affichez les consignes d'utilisation sur chaque machine
<u>Lombalgie / TMS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisez les flux dans l'atelier et aménagez les postes de travail ✓ Organisez les stockages ✓ Mécanisez les levages (Potences de levage avec palonniers à ventouses pour les tôles, pont roulant...) ✓ Utilisez les aides à la manutention (transpalette, chariots, accessoires permettant la prise des pièces...) ✓ Utilisez les systèmes de positionnement à hauteur (établi, servantes...) ✓ Choisissez des machines portatives munies de systèmes anti-vibratiles et à débrayage